

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/14305]

30 AOUT 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion moyennes et modifiant diverses dispositions environnementales

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 3, modifié par les décrets des 3 février 2005 et 22 novembre 2007, l'article 4, modifié par les décrets des 24 octobre 2013, 13 mars 2014 et 20 juillet 2016, l'article 5, l'article 7, § 1^{er}, l'article 8, modifié par le décret du 24 octobre 2013, l'article 9, l'article 17, modifié par les décrets des 19 septembre 2002 et 21 juin 2012 et l'article 36;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'article D. 20.16, alinéa 1^{er}, j), inséré par le décret du 24 octobre 2013;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, l'article 1^{er}, 8^o, inséré par le décret du 27 octobre 2011;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu la partie réglementaire du livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion;

Vu le rapport du 13 février 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 63.041/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 mars 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 août 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 août 2018;

Considérant que le présent arrêté établit des règles visant à limiter les émissions atmosphériques de dioxyde de soufre (SO₂), d'oxydes d'azote (NO_x) et de poussières en provenance des installations de combustion moyennes et, partant, à réduire les émissions atmosphériques et les risques que celles-ci sont susceptibles de présenter pour la santé humaine et l'environnement;

Considérant que le présent arrêté instaure également des règles visant non seulement à surveiller les émissions de monoxyde de carbone (CO), mais aussi à les limiter;

Considérant la nécessité de simplifier les rubriques de classement des installations de combustion afin que l'ensemble des installations de combustion d'une même puissance soit associé à une même classe (classe 1, 2 ou 3), indépendamment de l'usage qui est fait de la chaleur;

Considérant la pertinence d'alléger les procédures administratives pour les installations de combustion de puissance inférieure à 1 MW et qui sont caractérisées à la fois par des risques environnementaux réduits et des bénéfices environnementaux et énergétiques manifestes, comme les installations de cogénération chaleur-électricité;

Considérant que le passage de ces équipements de la classe 2 à la classe 3 n'aura pas d'impact sur les exigences environnementales associées, qui sont fixées via les conditions particulières;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Objet, définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'émission : le rejet dans l'atmosphère de substances provenant d'une installation de combustion;

2^o la valeur limite d'émission : la quantité admissible d'une substance contenue dans les gaz résiduels d'une installation de combustion pouvant être rejetée dans l'atmosphère pendant une période donnée;

3^o les oxydes d'azote (NO_x) : le monoxyde d'azote et le dioxyde d'azote, exprimés en dioxyde d'azote (NO₂);

4^o les poussières : les particules de forme, de structure ou de masse volumique quelconque dispersées dans la phase gazeuse dans les conditions au point de prélèvement, qui sont susceptibles d'être recueillies par filtration dans les conditions spécifiées après échantillonnage représentatif du gaz à analyser, et qui demeurent en amont du filtre et sur le filtre après séchage dans les conditions spécifiées;

5^o l'installation de combustion : tout dispositif technique dans lequel des produits combustibles sont oxydés en vue d'utiliser la chaleur ainsi produite;

6^o une installation de combustion existante : une installation de combustion mise en service avant le 20 décembre 2018 ou pour laquelle un permis a été délivré avant le 19 décembre 2017, pour autant que l'installation soit mise en service au plus tard le 20 décembre 2018;

7^o une nouvelle installation de combustion : une installation de combustion autre qu'une installation de combustion existante;

8^o le moteur : un moteur à gaz, un moteur diesel ou un moteur à double combustible;

9^o le moteur à gaz : un moteur à combustion interne fonctionnant selon le cycle Otto et utilisant l'allumage par étincelle pour brûler le combustible;

10^o le moteur diesel : un moteur à combustion interne fonctionnant selon le cycle diesel et utilisant l'allumage par compression pour brûler le combustible;

11° le moteur à double combustible : un moteur à combustion interne utilisant l'allumage par compression et fonctionnant selon le cycle diesel pour brûler des combustibles liquides et selon le cycle Otto pour brûler des combustibles gazeux;

12° la turbine à gaz : tout appareil rotatif qui convertit de l'énergie thermique en travail mécanique et consiste principalement en un compresseur, un dispositif thermique permettant d'oxyder le combustible de manière à chauffer le fluide de travail et une turbine; sont comprises dans cette définition les turbines à gaz à circuit ouvert et les turbines à gaz à cycle combiné, ainsi que les turbines à gaz en mode de cogénération, équipées ou non d'un brûleur supplémentaire dans chaque cas;

13° le petit réseau isolé : tout réseau qui a eu une consommation inférieure à 3 000 GWh en 1996 et qui peut être interconnecté avec d'autres réseaux pour une quantité inférieure à cinq pour cent de sa consommation annuelle;

14° le micro réseau isolé : tout réseau qui a eu une consommation inférieure à 500 GWh en 1996 et qui n'est pas connecté à d'autres réseaux;

15° le combustible : toute matière combustible solide, liquide ou gazeuse;

16° le combustible de raffinerie : tout combustible solide, liquide ou gazeux résultant des phases de distillation et de conversion du raffinage du pétrole brut, y compris le gaz de raffinerie, le gaz de synthèse, les huiles de raffinerie et le coke de pétrole;

17° le déchet : un déchet au sens de l'article 2, point 1°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

18° la biomasse : les produits suivants :

a) les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique;

b) les déchets :

(1) végétaux agricoles et forestiers;

(2) végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur produite est valorisée;

(3) végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont co-incinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée;

(4) de liège;

(5) de bois, à l'exception des déchets de bois qui sont susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement, y compris notamment les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition;

19° le gasoil : tout combustible liquide dérivé du pétrole :

a) classé sous les codes NC 2710 19 25, 2710 19 29, 2710 19 47, 2710 19 48, 2710 20 17 ou 2710 20 19, ou

b) dont moins de soixante-cinq pour cent en volume, pertes comprises, distillent à 250 °C et dont au moins quatre-vingt-cinq pour cent en volume (pertes comprises) distillent à 350 °C selon la méthode ASTM D86;

20° le gaz naturel : le méthane de formation naturelle ayant une teneur maximale de vingt pour cent, en volume, en inertes et autres éléments;

21° le fioul lourd : tout combustible liquide dérivé du pétrole :

a) classé sous les codes NC 2710 19 51 à 2710 19 68, 2710 20 31, 2710 20 35 ou 2710 20 39, ou

b) autre que le gasoil défini, appartenant, du fait de ses limites de distillation, à la catégorie des fiouls lourds destinés à être utilisés comme combustibles et dont moins de soixante-cinq pour cent en volume, pertes comprises, distillent à 250 °C selon la méthode ASTM D86, ou

c) dont la distillation ne peut pas être déterminée selon la méthode ASTM D86;

22° les heures d'exploitation : la période de temps, exprimée en heures, au cours de laquelle une installation de combustion est en exploitation et rejette des émissions dans l'air, à l'exception des phases de démarrage et d'arrêt;

23° le Ministre : le Ministre qui à l'environnement dans ses attributions.

Art. 3. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux installations de combustion dont la puissance thermique nominale est égale ou supérieure à 1 MW et inférieure à 50 MW, quel que soit le type de combustible utilisé, visées à la rubrique 40.50.01.01 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, ci-après dénommées « installations de combustion moyennes ».

L'ensemble formé par au moins deux nouvelles installations de combustion moyennes est considéré comme une seule installation de combustion moyenne aux fins du présent arrêté et leur puissance thermique nominale est additionnée aux fins du calcul de la puissance thermique nominale totale de l'installation si :

1° les gaz résiduels de ces installations de combustion moyennes sont rejetés par une cheminée commune, ou

2° compte tenu des facteurs techniques et économiques, les gaz résiduels de ces installations de combustion moyennes pourraient, selon l'autorité compétente, être rejetés par une cheminée commune.

Le présent arrêté s'applique également à l'ensemble visé à l'alinéa 2, y compris un ensemble dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 50 MW, sauf si cet ensemble constitue une installation de combustion relevant de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux grandes installations de combustion.

§ 2. Le présent arrêté ne s'applique pas :

1° aux installations de combustion qui relèvent de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux grandes installations de combustion ou de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets;

2° aux installations de combustion qui relèvent de l'arrêté royal du 5 décembre 2004 concernant l'établissement des normes de produits pour des moteurs à combustion interne aux engins mobiles non routiers;

3° aux installations de combustion situées dans une exploitation agricole dont la puissance thermique nominale totale est inférieure ou égale à 5 MW et qui utilisent exclusivement comme combustible du lisier non transformé de volaille visé à l'article 9, a), du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du

21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux);

4° aux installations de combustion dont les produits gazeux de la combustion sont utilisés pour le réchauffement direct, le séchage ou tout autre traitement d'objets ou de matières;

5° aux installations de combustion dont les produits gazeux de la combustion sont utilisés pour le chauffage direct au gaz des espaces intérieurs aux fins de l'amélioration des conditions de travail;

6° aux installations de postcombustion qui ont pour objet l'épuration par combustion des gaz résiduaux de procédés industriels et qui ne sont pas exploitées en tant qu'installations de combustion autonomes;

7° à tout dispositif technique employé pour la propulsion d'un véhicule, navire ou aéronef;

8° aux turbines à gaz et aux moteurs à gaz ou moteurs diesel, en cas d'utilisation sur les plates-formes offshore;

9° aux dispositifs de régénération des catalyseurs de craquage catalytique;

10° aux dispositifs de conversion de l'hydrogène sulfuré en soufre;

11° aux réacteurs utilisés dans l'industrie chimique;

12° aux fours à coke;

13° aux cowpers des hauts fourneaux;

14° aux crématoriums;

15° aux installations de combustion utilisant des combustibles de raffinerie seuls ou avec d'autres combustibles pour la production d'énergie au sein de raffineries de pétrole et de gaz;

16° aux chaudières de récupération au sein d'installations de production de pâte à papier.

Le présent arrêté ne s'applique pas aux activités de recherche, aux activités de développement ou aux activités d'expérimentation ayant trait aux installations de combustion moyennes.

CHAPITRE II. — Valeurs limites d'émission

Art. 4. § 1^{er}. Les installations de combustion moyennes respectent les valeurs limites d'émission fixées à l'annexe 1, sans préjudice, le cas échéant, des articles 19, § 5, alinéa 1^{er}, 1°, et 46, § 5, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif aux permis d'environnement.

Les valeurs limites d'émission fixées à l'annexe 1, partie 1, tableaux 2.1, 2.2 et 3.2, s'appliquent à défaut de valeurs limites d'émission plus strictes fixées dans le permis.

§ 2. Toutefois, l'autorité compétente peut accorder une dérogation dispensant de l'obligation de respecter les valeurs limites d'émission visées au paragraphe 1^{er} :

1° pour le SO₂ à l'égard d'une installation de combustion moyenne qui utilise normalement un combustible à faible teneur en soufre, lorsque l'exploitant n'est pas en mesure de respecter les valeurs limites d'émission en raison d'une interruption de l'approvisionnement en combustible à faible teneur en soufre résultant d'une situation de pénurie grave;

2° dans le cas où une installation de combustion moyenne qui utilise uniquement du combustible gazeux a exceptionnellement recours à d'autres combustibles en raison d'une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz et devrait, de ce fait, être équipée d'un dispositif antipollution secondaire.

La dérogation visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, est accordée pour une durée maximale de six mois.

La dérogation visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, est accordée pour une durée maximale de dix jours, sauf si l'exploitant démontre à l'autorité compétente qu'une période plus longue est justifiée.

Art. 5. Lorsqu'une installation de combustion moyenne utilise simultanément deux combustibles ou davantage, la valeur limite d'émission de chaque polluant est calculée comme suit:

1° prendre la valeur limite d'émission relative à chaque combustible, énoncée à l'annexe 1^{re};

2° déterminer la valeur limite d'émission pondérée par combustible; cette valeur est obtenue en multipliant la valeur limite d'émission visée au 1° par la puissance thermique fournie par le combustible visé, et en divisant le résultat de la multiplication par la somme des puissances thermiques fournies par tous les combustibles; et

3° additionner les valeurs limites d'émission pondérées par combustible.

CHAPITRE III. — Obligations de l'exploitant

Art. 6. L'exploitant d'une exploitation de combustion moyenne surveille les émissions conformément à l'annexe 2, partie 1.

Les émissions d'une installation de combustion moyenne qui utilise plusieurs combustibles sont surveillées lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.

Art. 7. L'exploitant conserve les résultats de la surveillance visée à l'article 6 et les traite de manière à permettre la vérification du respect des valeurs limites d'émission conformément à l'annexe 2, partie 2.

L'exploitant d'une installation de combustion moyenne qui utilise un dispositif antipollution secondaire pour respecter les valeurs limites d'émission conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.

Art. 8. L'exploitant conserve pendant six ans :

1° les résultats et informations visées à l'article 7;

2° le cas échéant, un relevé des heures d'exploitation visées à l'annexe 1, partie 1, tableau 4 et partie 2, tableau 3;

3° un relevé du type et des quantités de combustible utilisé dans l'installation et de tout dysfonctionnement ou toute panne du dispositif antipollution secondaire;

4° un relevé des cas de non-respect des valeurs limites d'émission et des mesures prises pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais.

Sur demande de l'autorité compétente ou du fonctionnaire chargé de la surveillance, l'exploitant met à disposition, sans retard injustifié, les données et les informations énumérées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 9. L'exploitant fait en sorte que les phases de démarrage et d'arrêt de l'installation de combustion moyenne soient aussi courtes que possible.

Art. 10. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne existante communique, selon les délais et modalités fixées par le Ministre, les informations visées à l'annexe 3.

L'Agence wallonne de l'Air et du Climat publie sur son site internet les informations visées à l'annexe 3 ainsi que leur actualisation pour chaque installation de combustion moyenne.

CHAPITRE IV. — Dispositions modificatives

Art. 11. A l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° les rubriques 40.10.01.03, 40.30.01, 40.30.03, 40.30.04 et 40.30.05 sont abrogées;

2° la rubrique 40, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016, est complétée par les rubriques 40.5 et 40.6 rédigées comme suit :

«

Numéro - Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
<p>40.5. Installation de combustion comprise dans le champ d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux grandes installations de combustion ou par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2018 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion moyennes et modifiant diverses dispositions environnementales, et classée selon la puissance thermique nominale, en appliquant les règles de cumul visées à l'article 4 de l'arrêté du 21 février 2013 susmentionné.</p> <p>La puissance thermique nominale (P_n), est entendue comme la quantité maximale d'énergie thermique par unité de temps, exprimée sur la base du pouvoir calorifique inférieur, fixée et garantie par le fabricant et pouvant être apportée par le combustible et consommée par l'équipement de combustion en marche continue. Elle est calculée sur la base de l'équation suivante : $P_n = q_v \times H_i$, où q_v est le débit volumétrique du combustible et H_i le pouvoir calorifique inférieur du combustible.</p> <p>Installation de combustion dont la puissance thermique nominale est :</p>						
40.50.01.01. égale ou supérieure à 1 MW thermique et inférieure à 50 MW thermique	2		AwAC, DEBD			
40.50.01.02. égale ou supérieure à 50 MW thermique et inférieure à 200 MW thermique	2		AwAC, DEBD			
40.50.02. égale ou supérieure à 200 MW thermique	1	x	AwAC			
<p>40.6. Installation de combustion non visée par une autre rubrique et dont la puissance thermique nominale est :</p> <p>40.60.01. égale ou supérieure à 0,1 MW thermique et inférieure à 1 MW thermique</p>	3		AwAC			

Numéro - Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
40.60.02. égale ou supérieure à 1 MW thermique et inférieure à 200 MW thermique	2		AwAC, DEBD			
40.60.03. égale ou supérieure à 200 MW thermique	1	x	AwAC, DEBD			

».

Art. 12. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'alinéa 21, inséré par l'arrêté du 16 janvier 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à un établissement dans lequel interviennent une ou plusieurs installations de combustion, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe XXVIII du présent arrêté. ».

Art. 13. Dans l'article 19, § 7, du même arrêté, les mots « aux rubriques 40.10.01.03 ou 40.30.01 » sont remplacés par les mots « aux rubriques 40.50.01.02 ou 40.50.02 ».

Art. 14. Dans l'article 30 du même arrêté, l'alinéa 21, inséré par l'arrêté du 16 janvier 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Si la demande de permis unique est relative à un établissement dans lequel interviennent une ou plusieurs installations de combustion, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe XXVIII du présent arrêté. ».

Art. 15. Dans l'article 46, § 7, du même arrêté, les mots « aux rubriques 40.10.01.03 ou 40.30.01 » sont remplacés par les mots « aux rubriques 40.50.01.02 ou 40.50.02 ».

Art. 16. Dans l'article 120quinquies, 2^o, du même arrêté, inséré par l'arrêté du 16 janvier 2014, le mot « grandes » est inséré entre les mots « relatives aux » et les mots « installations de combustion ».

Art. 17. Dans le même arrêté, l'annexe XXVIII, insérée par l'arrêté du 16 janvier 2014, est remplacée par l'annexe 4 jointe au présent arrêté. :

Art. 18. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion, le mot « grandes » est inséré entre les mots « relatives aux » et les mots « installations de combustion ».

Art. 19. Dans l'article 3 du même arrêté, les mots « aux rubriques 40.10.01.03 ou 40.30.01 » sont remplacés par les mots « aux rubriques 40.50.01.02 ou 40.50.02 ».

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 20. L'article 4 s'applique :

1^o aux nouvelles installations de combustion moyennes à partir du 20 décembre 2018;

2^o aux installations de combustion moyennes existantes, selon les cas de figure et les échéances prévues dans l'annexe 1.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2^o, les installations de combustion moyennes existantes qui font partie de petits réseaux isolés ou de microréseaux isolés respectent les valeurs limites d'émission énoncées à l'annexe 1, partie 1, tableaux 2.1, 2.2 et 3.2, à partir du 1^{er} janvier 2030.

Art. 21. Jusqu'au 1^{er} janvier 2030, les installations de combustion moyennes existantes d'une puissance thermique nominale supérieure à 5 MW peuvent ne pas respecter les valeurs limites d'émission énoncées à l'annexe 1^{re} si cinquante pour cent au moins de la production de chaleur utile de l'installation, en moyenne mobile calculée sur une période de cinq ans, soient fournis sous la forme de vapeur ou d'eau chaude à un réseau public de chauffage urbain. Les valeurs limites d'émission fixées dans le permis ne dépassent toutefois pas 1.100 mg/Nm³ pour le SO₂ et 150 mg/Nm³ pour les poussières.

Jusqu'au 1^{er} janvier 2030, les installations de combustion moyennes existantes d'une puissance thermique nominale supérieure à 5 MW, qui sont utilisées pour faire fonctionner des stations de compression de gaz nécessaires pour assurer la sûreté et la sécurité d'un système national de transport de gaz, peuvent ne pas respecter les valeurs limites d'émission de NO_x énoncées à l'annexe 1, partie 1, tableau 3.2.

Art. 22. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 août 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe 1. Valeurs limites d'émission visées au chapitre 2

Toutes les valeurs limites d'émission figurant dans la présente annexe sont définies pour une température de 273,15 K, une pression de 101,3 kPa et après correction en fonction de la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaux, et pour une teneur normalisée en O₂ de 6 % dans le cas des installations de combustion moyennes utilisant des combustibles solides, de 3 % dans le cas des installations de combustion moyennes, autres que les moteurs et turbines à gaz, qui utilisent des combustibles liquides et gazeux et de 15 % dans le cas des moteurs et des turbines à gaz.

Dans le cas d'installations de combustion exploitées moins de 100 heures par an, en moyenne mobile calculée sur une période de cinq ans pour les installations existantes et en moyenne mobile sur une période de trois ans pour les nouvelles installations, les valeurs limites définies dans la présente annexe sont multipliées par un facteur deux.

PARTIE 1. Valeurs limites d'émission pour les installations de combustion moyennes existantes

Tableau 1. Valeurs limites d'émission (en mg/Nm³) pour les installations de combustion moyennes existantes autres que les moteurs et les turbines à gaz, utilisant un combustible repris dans le présent tableau, applicables jusqu'au 31 décembre 2029 lorsque leur puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 5 MW, et applicables jusqu'au 31 décembre 2024 lorsque leur puissance thermique nominale est supérieure à 5 MW, à défaut de valeurs limites d'émission plus strictes fixées dans le permis d'exploiter.

POLLUANT	PUISSANCE THERMIQUE NOMINALE (MW)	Installations pour lesquelles l'exploitant peut démontrer que le brûleur ou le corps de chauffe a été fabriqué avant le 1 ^{er} janvier 2005					Autres installations				
		COMBUSTIBLE					COMBUSTIBLE				
		Biomasse solide ligneuse	Gasoil	Fioul- lourd	Gaz naturel	Biogaz	Biomasse solide ligneuse	Gasoil	Fioul- lourd	Gaz naturel	Biogaz
SO ₂	1 à < 5	-	-	1020	-	200	-	-	1020	-	200
	5 à < 50	-	-	1020	-	170	-	-	1020	-	170
NO _x	1 à < 5	650	350	575	200	250	650	250	250	150	250
	5 à < 10	650	350	575	200	250	375	250	250	150	250
	10 à < 20	650	350	575	200	250	375	250	250	100	250
	20 à < 50	650	350	500	200	250	300	150	150	100	250
Poussières	1 à < 5	75	-	-	-	-	75	-	-	-	-
	5 à < 50	75	-	-	-	-	30	-	-	-	-
CO	1 à < 20	375	145	200	100	150	375	145	175	100	150
	20 à < 50	375	145	200	100	150	300	145	175	100	150

Tableau 2.1. Valeurs limites d'émission (en mg/Nm³) pour les installations de combustion moyennes existantes, autres que les moteurs et les turbines à gaz, dont la puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 5 MW, applicables à partir du 1^{er} janvier 2030.

Polluant	Biomasse solide	Autres combustibles solides	Gas oil	Combustibles liquides autres que le gasoil	Gaz naturel	Combustibles gazeux autres que le gaz naturel
SO ₂	200(1)(2)	1 100	-	350	-	200(3)
NO _x	650	650	200	250(4)	150(5)	250
Poussières	50	50	-	50	-	-
CO	375	250	145	175	100	150

(1) La valeur n'est pas applicable aux installations qui utilisent de la biomasse solide exclusivement ligneuse.

(2) 300 mg/Nm³ dans le cas des installations utilisant de la paille.

(3) 400 mg/Nm³ dans le cas des gaz à faible valeur calorifique provenant de fours à coke dans l'industrie du fer et de l'acier.

(4) 575 mg/Nm³ dans le cas des installations pour lesquelles l'exploitant peut démontrer que le brûleur ou le corps de chauffe a été fabriqué avant le 1^{er} janvier 2005.

(5) 200mg/Nm³ dans le cas des installations pour lesquelles l'exploitant peut démontrer que le brûleur ou le corps de chauffe a été fabriqué avant le 1^{er} janvier 2005.

Tableau 2.2. Valeurs limites d'émission (en mg/Nm³) pour les installations de combustion moyennes existantes, autres que les moteurs et les turbines à gaz, dont la puissance thermique nominale est supérieure à 5 MW, applicables à partir du 1^{er} janvier 2025.

Polluant	Biomasse solide	Autres combustibles solides	Gas oil	Combustibles liquides autres que le gasoil	Gaz naturel	Combustibles gazeux autres que le gaz naturel
SO ₂	200 (1) (2)	400 (3)	-	350 (4)	-	35 (5) (6)
NO _x	650 (8)(9)	650	150(12)(13)	150(14)(15)	100(11)(12)	250
Poussières	30 (7)	30 (10)	-	30	-	-
CO	375(9)	250	145	175	100	150

(1) La valeur n'est pas applicable aux installations qui utilisent de la biomasse solide exclusivement ligneuse.

(2) 300 mg/Nm³ dans le cas des installations utilisant de la paille.

(3) 1 100 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 20 MW.

(4) Jusqu'au 1^{er} janvier 2030, 850 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 20 MW et qui utilisent des fiouls lourds.

(5) 400 mg/Nm³ dans le cas des gaz à faible valeur calorifique provenant de fours à coke et 200 mg/Nm³ dans le cas des gaz à faible valeur calorifique provenant de hauts fourneaux, dans l'industrie du fer et de l'acier.

(6) 170 mg/Nm³ dans le cas des biogaz.

(7) 50 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 20 MW, et pour lesquelles l'exploitant peut démontrer que le brûleur ou le corps de chauffe a été fabriqué avant le 1^{er} janvier 2005.

- (8) 375 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale est inférieure à 20 MW, pour lesquelles l'exploitant ne peut pas démontrer que le brûleur ou le corps de chauffe a été fabriqué avant le 1^{er} janvier 2005 et qui utilisent de la biomasse solide exclusivement ligneuse.
- (9) 300 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale est supérieure ou égale à 20 MW, pour lesquelles l'exploitant ne peut pas démontrer que le brûleur ou le corps de chauffe a été fabriqué avant le 1^{er} janvier 2005 et qui utilisent de la biomasse solide exclusivement ligneuse.
- (10) 50 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 20 MW.
- (11) 150 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale est inférieure à 10 MW,
- (12) 200 mg/Nm³ dans le cas des installations pour lesquelles l'exploitant peut démontrer que le brûleur ou le corps de chauffe a été fabriqué avant le 1^{er} janvier 2005.
- (13) 200 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale est inférieure à 20 MW.
- (14) 250 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale est inférieure à 20 MW.
- (15) 575 mg/Nm³ dans le cas des installations pour lesquelles l'exploitant peut démontrer que le brûleur ou le corps de chauffe a été fabriqué avant le 1^{er} janvier 2005.

Tableau 3.1.1 Valeurs limites d'émission (en mg/Nm³) pour les moteurs existants utilisant un combustible repris dans le présent tableau, non visés au tableau 4, applicables jusqu'au 31 décembre 2029 lorsque leur puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 5 MW, et applicables jusqu'au 31 décembre 2024 lorsque leur puissance thermique nominale est supérieure à 5 MW, à défaut de valeurs limites plus strictes d'émission fixées dans le permis d'exploiter.

POLLUANT	PUISSANCE THERMIQUE NOMINALE (MW)	Installations pour lesquelles l'exploitant peut démontrer qu'elle a été fabriquée avant le 1 ^{er} janvier 2013			Autres installations		
		COMBUSTIBLE			COMBUSTIBLE		
		Gasoil	Gaz naturel	Biogaz	Gasoil	Gaz naturel	Biogaz
SO ₂	1 à < 50	-	-	190	-	-	190
NO _x	1 à < 3	375(1)	380	375	375(1)	190(2)	375
	3 à < 50	375(1)	190(2)	190	190(1)	190(2)	190
Poussières	1 à < 50	37,5	-	-	20	-	-
CO	1 à < 3	750	250	500	120	120	500
	3 à < 50	250	250	500	120	120	500

- (1) 1 850 mg/Nm³ dans les cas suivants:
a) pour les moteurs diesel dont la construction a débuté avant le 18 mai 2006 ;
b) pour les moteurs à double combustible en mode liquide.
- (2) 380 mg/Nm³ pour les moteurs à double combustible en mode gaz.

Tableau 3.1.2 Valeurs limites d'émission (en mg/Nm³) pour les turbines à gaz existantes utilisant un combustible repris dans le présent tableau, applicables jusqu'au 31 décembre 2029 lorsque leur puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 5 MW, et applicables jusqu'au 31 décembre 2024 lorsque leur puissance thermique nominale est supérieure à 5 MW, à défaut de valeurs limites d'émission plus strictes fixées dans le permis d'exploiter.

POLLUANT	COMBUSTIBLE		
	Gasoil	Gaz naturel	Biogaz
SO ₂	-	-	60
NO _x	200	150	200
Poussières	30	-	-
CO	100	100	100

Tableau 3.2. Valeurs limites d'émission (en mg/Nm³) pour les moteurs non visés au tableau 4 et les turbines à gaz existants, applicables à partir du 1^{er} janvier 2025 lorsque leur puissance thermique nominale est supérieure à 5 MW, et applicables à partir du 1^{er} janvier 2030 lorsque leur puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 5 MW.

Polluant	Type d'installation de combustion moyenne	Gasoil	Combustibles liquides autres que le gasoil	Gaz naturel	Combustibles gazeux autres que le gaz naturel
SO ₂	Moteurs et turbines à gaz	-	120	-	15 (1) (2)
NO _x	Moteurs	190 (3) (4)	190 (3) (5)	190 (6)	190 (6)
	Turbines à gaz (7)	200	200	150	200
Poussières	Moteurs	20(9)	10 (8)	-	-
	Turbines à gaz	30	10(8)	-	-
CO	Moteurs	120(10)(11)		120(12)	-(13)
	Turbines à gaz	100		100	100

(1) 60 mg/Nm³ dans le cas des biogaz.

(2) 130 mg/Nm³ dans le cas des gaz à faible valeur calorifique provenant de fours à coke et 65 mg/Nm³ dans le cas des gaz à faible valeur calorifique provenant de hauts fourneaux, dans l'industrie du fer et de l'acier.

(3) 1 850 mg/Nm³ dans les cas suivants:

- a) pour les moteurs diesel dont la construction a débuté avant le 18 mai 2006;
- b) pour les moteurs à double combustible en mode liquide.

(4) 250 mg/Nm³ dans le cas des moteurs dont la puissance thermique nominale est inférieure à 3 MW et dans le cas des moteurs dont la puissance thermique nominale est supérieure ou égale à 3 MW et inférieure ou égale à 5 MW pour lesquels l'exploitant peut démontrer qu'ils ont été fabriqués avant le 1^{er} janvier 2013.

(5) 250 mg/Nm³ dans le cas des moteurs dont la puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 5 MW; 225 mg/Nm³ dans le cas des moteurs dont la puissance thermique nominale est supérieure à 5 MW et inférieure ou égale à 20 MW.

- (6) 380 mg/Nm³ pour les moteurs à double combustible en mode gaz.
- (7) Les valeurs limites d'émission sont applicables uniquement au-delà d'une charge de 70 %.
- (8) 20 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 20 MW.
- (9) 37,5 mg/Nm³ dans le cas des moteurs pour lesquels l'exploitant peut démontrer qu'ils ont été fabriqués avant le 1^{er} janvier 2013.
- (10) 250 mg/Nm³ dans le cas des moteurs dont la puissance thermique nominale est supérieure ou égale à 3 MW pour lesquels l'exploitant peut démontrer qu'ils ont été fabriqués avant le 1^{er} janvier 2013.
- (11) 750 mg/Nm³ dans le cas des moteurs dont la puissance thermique nominale est inférieure à 3 MW pour lesquels l'exploitant peut démontrer qu'ils ont été fabriqués avant le 1^{er} janvier 2013.
- (12) 250 mg/Nm³ dans le cas des moteurs pour lesquels l'exploitant peut démontrer qu'ils ont été fabriqués avant le 1^{er} janvier 2013.
- (13) 500 mg/Nm³ pour les moteurs alimentés en biogaz.

Tableau 4. Valeurs limites d'émission (en mg/Nm³) pour les moteurs existants alimentés en gasoil ou gaz naturel et qui ne sont pas exploités plus de 500 heures d'exploitation par an, en moyenne mobile calculée sur une période de cinq ans⁽¹⁾.

Polluant	Gasoil	Gaz naturel
NOx	750(2)	190(3)
Poussières	20(4)	-
CO	250	250

- (1) Valeurs limites d'émission applicables à défaut de valeurs limites d'émission plus strictes fixées dans le permis d'exploiter.
- (2) 1500 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 5 MW.
- (3) 380 mg/Nm³ pour les moteurs à double combustible en mode gaz et pour les moteurs dont la puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 3 MW.
- (4) Ne s'applique pas aux moteurs pour lesquels l'exploitant peut démontrer qu'ils ont été fabriqués avant le 1^{er} janvier 2013.

PARTIE 2. Valeurs limites d'émission pour les nouvelles installations de combustion moyennes

Tableau 1. Valeurs limites d'émission (en mg/Nm³) pour les nouvelles installations de combustion moyennes autres que les moteurs et les turbines à gaz.

Polluant	Biomasse solide	Autres combustibles solides	Gasoil	Combustibles liquides autres que le gasoil	Gaz naturel	Combustibles gazeux autres que le gaz naturel
SO ₂	200 (1)	400(11)	-	200 (2)	-	35 (3) (4)
NOx	300 (5)(9)	300 (5)	200(8)	200 (6)(12)	80	200
Poussières	50 (7)	20 (7)	-	10	-	-
CO	300(10)	175	100	175	80	100

- (1) La valeur n'est pas applicable dans le cas des installations qui utilisent de la biomasse solide exclusivement ligneuse.
- (2) Jusqu'au 1^{er} janvier 2025, 1 700 mg/Nm³ dans le cas des installations qui font partie de petits réseaux isolés ou de microréseaux isolés.

- (3) 400 mg/Nm³ dans le cas des gaz à faible valeur calorifique provenant de fours à coke et 200 mg/Nm³ dans le cas des gaz à faible valeur calorifique provenant de hauts fourneaux, dans l'industrie du fer et de l'acier.
- (4) 100 mg/Nm³ dans le cas des biogaz.
- (5) 450 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale totale est inférieure ou égale à 5 MW.
- (6) Jusqu'au 1^{er} janvier 2025, 450 mg/Nm³ en cas d'utilisation de fiouls lourds contenant entre 0,2 et 0,3 % de N et 360 mg/Nm³ en cas d'utilisation de fiouls lourds contenant moins de 0,2 % de N dans le cas des installations qui font partie de petits réseaux isolés ou de microréseaux isolés.
- (7) 10 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 5 MW.
- (8) 150 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 20 MW.
- (9) 200 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 20 MW.
- (10) 375 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale totale est inférieure à 5 MW.
- (11) 200 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 5 MW.
- (12) 150 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 20 MW.

Tableau 2. Valeurs limites d'émission (en mg/Nm³) pour les nouveaux moteurs et les nouvelles turbines à gaz, non visés au tableau 3.

Polluant	Type d'installation de combustion moyenne	Gasoil	Combustibles liquides autres que le gasoil	Gaz naturel	Combustibles gazeux autres que le gaz naturel
SO ₂	Moteurs et turbines à gaz	-	120 (1)	-	15 (2)
NO _x	Moteurs (3)	190 (4)(11)	190 (4) (5)	95 (6)	190
	Turbines à gaz (7)	75	75 (8)	50	75
Poussières	Moteurs	20	10 (9) (10)	-	-
	Turbines à gaz	10			
CO	Moteurs	120	-	120	-(12)
	Turbines à gaz	100	-	100	100

(1) Jusqu'au 1^{er} janvier 2025, 590 mg/Nm³ pour les moteurs diesel qui font partie de petits réseaux isolés ou de microréseaux isolés.

(2) 40 mg/Nm³ dans le cas des biogaz.

(3) Jusqu'au 1^{er} janvier 2025 dans les petits réseaux isolés et les microréseaux isolés :

- pour les moteurs à double combustible : 1 850 mg/Nm³ en mode liquide et 380 mg/Nm³ en mode gazeux;

- pour les moteurs diesel dont le régime est inférieur ou égal à 1 200 tr/min :

1 300 mg/Nm³ si la puissance thermique nominale totale est inférieure ou égale à 20 MW ; 1 850 mg/Nm³ si la puissance thermique nominale totale est supérieure à 20 MW;

- pour les moteurs diesel dont le régime est supérieur à 1 200 tr/min : 750 mg/Nm³.

(4) 225 mg/Nm³ pour les moteurs à double combustible en mode liquide dont la puissance thermique nominale totale est inférieure à 5 MW.

(5) 225 mg/Nm³ pour les moteurs diesel dont la puissance thermique nominale totale est inférieure ou égale à 20 MW et dont le régime est inférieur ou égal à 1 200 tr/min.

(6) 190 mg/Nm³ pour les moteurs à double combustible en mode gaz dont la puissance thermique nominale totale est inférieure à 5 MW.

(7) Ces valeurs limites d'émission ne sont applicables qu'au-delà d'une charge de 70 %.

(8) Jusqu'au 1^{er} janvier 2025, 550 mg/Nm³ pour les installations qui font partie de petits réseaux isolés ou de microréseaux isolés.

(9) Jusqu'au 1^{er} janvier 2025, 75 mg/Nm³ pour les moteurs diesel qui font partie de petits réseaux isolés ou de microréseaux isolés.

(10) 20 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale totale est inférieure ou égale à 5 MW.

(11) 95 mg/Nm³ pour les moteurs dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 5 MW.

(12) 500 mg/Nm³ pour les moteurs alimentés en biogaz.

Tableau 3. Valeurs limites d'émission (en mg/Nm³) pour les nouveaux moteurs alimentés en gasoil ou gaz naturel et qui ne sont pas exploités plus de 500 heures d'exploitation par an, en moyenne mobile calculée sur une période de trois ans⁽¹⁾.

Polluant	Gasoil	Gaz naturel
NOx	750(2)	95(3)
Poussières	20	-
CO	250	250

(1) Valeurs limites d'émission applicables à défaut de valeurs limites d'émission plus strictes fixées dans le permis d'exploiter.

(2) 1500 mg/Nm³ dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale totale est inférieure ou égale à 3 MW et dans le cas des installations dont la puissance thermique nominale totale est supérieure à 3 MW et inférieure ou égale à 5 MW qui ne sont pas exploitées plus de 50 heures par an en moyenne annuelle sur 3 ans.

(3) 190 mg/Nm³ pour les moteurs à double combustible en mode gaz.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2018 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion moyennes et modifiant diverses dispositions environnementales.

Namur, le 30 août 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe 2. Surveillance des émissions et évaluation de la conformité

PARTIE 1. Surveillance des émissions par l'exploitant

1. Les mesures périodiques sont réalisées tous les ans pour toutes les installations.
Toutefois, pour les installations autres que les moteurs et les turbines à gaz, fonctionnant au gaz naturel, d'une puissance thermique inférieure ou égale à 20 MW, les mesures périodiques sont réalisées tous les deux ans.
2. Par dérogation au point 1, pour les installations de combustion moyennes qui ne sont pas exploitées plus de 500 heures par an, en moyenne mobile sur une période de cinq ans pour les installations existantes et en moyenne mobile sur une période de trois ans pour les nouvelles installations, les mesures périodiques sont réalisées au moins chaque fois que les nombres d'heures d'exploitation suivants se sont écoulés:
 - a) 1500 heures d'exploitation pour les installations de combustion moyennes dont la puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 20 MW ;
 - b) 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion moyennes dont la puissance thermique nominale est supérieure à 20 MW.Lorsque le nombre d'heures d'exploitation est supérieur à 100 heures par an, les mesures périodiques sont réalisées au moins une fois tous les cinq ans.
3. Les mesures portent sur :
 - a) les polluants pour lesquels une valeur limite d'émission est établie pour l'installation concernée;
 - b) le CO pour toutes les installations.
4. Les premières mesures sont réalisées dans les quatre mois qui suivent l'octroi du permis ou la date de mise en service de l'installation, la date la plus tardive étant retenue.
En cas de modification du système d'épuration, les mesures sont effectuées dans les quatre mois qui suivent cette modification.
5. Au lieu des mesures de SO₂ visées aux points 1, 2 et 3 a), d'autres procédures vérifiées et approuvées par l'autorité compétente peuvent être utilisées pour déterminer les émissions de SO₂.
6. Au lieu des mesures périodiques visées au point 1, l'autorité compétente peut exiger des mesures en continu.
En pareil cas, les systèmes de mesure automatisés sont contrôlés au moyen de mesures en parallèle selon les méthodes de référence, au moins une fois par an, et l'exploitant informe l'autorité compétente des résultats de ces contrôles.
7. Les mesures périodiques visées au point 1 sont effectuées aux frais de l'exploitant par un laboratoire agréé selon les dispositions de la loi du 28 décembre 1964 relative à la prévention de la pollution atmosphérique
8. L'échantillonnage et l'analyse des substances polluantes ainsi que les mesures des paramètres d'exploitation, et les autres méthodes éventuellement utilisées, visées aux points 5 et 6, sont basés sur des méthodes qui livrent des résultats fiables, représentatifs et comparables. Les méthodes conformes aux normes EN harmonisées sont présumées remplir cette condition. La limite de détection, la sensibilité, la précision et la fiabilité de la méthode sont adaptées à la valeur limite d'émission. La plage de mesure se situe au moins entre 0,1 fois et 2 fois la valeur, niveau ou débit fixé dans l'autorisation. Pendant chaque mesure,

l'installation est exploitée dans des conditions stables, avec une charge représentative et homogène. Dans ce cadre, les phases de démarrage et d'arrêt sont exclues. Les résultats sont exprimés de manière telle qu'ils soient représentatifs des émissions de l'installation en régime de travail habituel.

9. Les appareils de mesures sont conformes aux principes des meilleures techniques disponibles dans le domaine de l'instrumentation.

10. La durée d'échantillonnage de chaque mesure est fixée par la méthode de mesure. A défaut, elle doit être d'au moins une demi-heure.

11. L'exploitant aménage des ouvertures dans les conduits d'évacuation afin de permettre la mesure d'émissions représentatives des rejets de l'installation. Ces ouvertures sont conformes au Compendium wallon des méthodes d'échantillonnage et d'analyse, élaboré par le laboratoire de référence.

12. En cas d'excès d'air important, justifié par des spécificités de procédé, les conditions particulières précisent la méthode à appliquer par l'exploitant pour corriger les concentrations de polluants atmosphériques mesurées en vue de leur comparaison avec les valeurs limites définies dans le présent arrêté.

PARTIE 2. Évaluation de la conformité

1. Dans le cas de mesures périodiques, les valeurs limites d'émission visées au chapitre 2 sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures définies et déterminées conformément aux modalités arrêtées par l'autorité compétente ne dépassent pas les valeurs limites d'émission applicables.

Lorsque les valeurs limites d'émission visées au chapitre 2 ne sont pas respectées, l'exploitant en informe sans délai le fonctionnaire chargé de la surveillance.

Si ce dépassement est :

- a) inférieur à 10 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre peut être prévue par le fonctionnaire chargé de la surveillance dans les trois mois ;
- b) compris entre 10 et 100 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre doit être prévue dans les trois mois ;
- c) supérieur à 100 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre doit être prévue dans le mois et si ce dépassement persiste, l'exploitant rédige un rapport recensant les causes des dépassements et les mesures prises pour le respect des normes imposées. Ce rapport est envoyé dans les 30 jours qui suivent la deuxième mesure au fonctionnaire chargé de la surveillance et au fonctionnaire technique.

2. Dans le cas de mesures en continu, la conformité avec les valeurs limites d'émission visées au chapitre 2 est évaluée conformément à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux grandes installations de combustion, partie 4, point 1.

Les valeurs moyennes validées sont déterminées conformément à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux grandes installations de combustion, partie 3, points 9 et 10.

Lorsque les valeurs limites d'émission visées au chapitre 2 ne sont pas respectées, l'exploitant en informe sans délai le fonctionnaire chargé de la surveillance.

3. Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les périodes visées à l'article 4, § 2, ni de celles mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2018 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion moyennes et modifiant diverses dispositions environnementales.

Namur, le 30 août 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe 3. Informations à fournir par l'exploitant d'une installation de combustion existante à l'autorité compétente

1. Nom et siège social de l'exploitant
2. Adresse du lieu où l'installation de combustion est implantée
3. Puissance thermique nominale (MW) de l'installation de combustion
4. Type d'installation de combustion moyenne
5. Types de combustibles utilisés
6. Proportion de combustibles utilisés
7. Date de début de l'exploitation de l'installation de combustion
8. Code NACE
9. Nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles et charge moyenne en service
10. Le cas échéant, déclaration signée de l'exploitant sur le nombre d'heures d'exploitation

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2018 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion moyennes et modifiant diverses dispositions environnementales.

Namur, le 30 août 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe 4

« Annexe XXVIII - Formulaire relatif aux installations de combustion

Partie 1. Informations à fournir pour toute installation de combustion

Remplir le tableau suivant pour les différentes installations de combustion identifiées dans le tableau IV.7 de la première partie du formulaire général des demandes de permis.

Une aide au remplissage du tableau ci-dessous est disponible sur le site internet de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat (AwAC).

Dans cette aide au remplissage, n'oubliez pas de compléter le volet « informations administratives » et si, dans la colonne « combustible(s) », un ou plusieurs combustibles sont renseignés sous l'intitulé « Autres (à préciser) », veuillez fournir les informations demandées.

Lorsque vous avez terminé le remplissage du tableau, transmettez-le à l'AwAC en appliquant la procédure décrite et annexez le présent formulaire complété à votre demande de permis.

(I) Identification telle que définie dans le tableau IV.4. de la 1ère Partie du formulaire.

(II) Code associé au type d'installation :

Code	Type d'installation
1.	Chaudière
2.	Moteur
3.	Turbine à gaz
4.	Four d'incinération de déchets
5.	Autre four <u>avec</u> contact direct matières-gaz de combustion ^(*)
6.	Autre four <u>sans</u> contact direct matières-gaz de combustion ^(**)
7.	Sécheur <u>avec</u> contact direct matières-gaz de combustion ^(*)
8.	Sécheur <u>sans</u> contact direct matières-gaz de combustion ^(**)
9.	Générateur d'air chaud / Aérotherme
10.	Installation de post-combustion / Oxydateur thermique
11.	Autre à préciser

(*) Avec contact direct entre les gaz de combustion et des matières réchauffées, séchées ou tout autre traitement d'objets ou de matières.

(**) Sans contact direct entre les gaz de combustion et des matières réchauffées, séchées ou tout autre traitement d'objets ou de matières.

(III) Codes associés aux combustibles :

Etat	Nature	Code associé
1. Gazeux	1. Gaz naturel	1.1.
	2. Gaz de pétrole liquéfié	1.2.
	3. Biométhane	1.3.
	4. Gaz de bois	1.4.
	5. Autre (à préciser)	1.5.
2. Liquide	1. Gas-oil	2.1.
	2. Fioul-lourd	2.2.
	3. Autre (à préciser)	2.3.
3. Solide	1. Granulés de bois certifié A1, A2, B, I1, I2 ou I3 selon la norme ISO 17225-2 ou non certifié	3.1.xx ^(*)
	2. Plaquettes de bois certifiées A1, A2, B1 ou B2 selon la norme ISO 17225-4 ou non certifiées	3.2.yy ^(**)
	3. Autre (à préciser)	3.3.

(*) xx : Préciser de quelle classe il s'agit (A1, A2, B, I1, I2, I3, ou "nc" pour "non-certifié")

(**) yy : Préciser de quelle classe il s'agit (A1, A2, B1, B2, ou "nc" pour "non-certifié")

(IV) S'il s'agit d'une installation de combustion destinée à pouvoir utiliser différents combustibles, fournir une estimation de la proportion relative d'utilisation de ces combustibles (calculée sur PCI).

(V) Fournir une estimation du nombre d'heures de fonctionnement annuel de l'installation.

(VI) Fournir une estimation de la charge moyenne en service.

Il s'agit de la fraction de la charge nominale à laquelle l'équipement devrait, en moyenne, fonctionner.

En cas de recours à une valeur limite liée à un nombre d'heures d'exploitation maximum visé dans l'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2018 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion moyennes et modifiant diverses dispositions environnementales, joindre une déclaration signée de l'exploitant aux termes de laquelle l'installation de combustion moyenne ne sera pas exploitée au-delà du nombre d'heures visé.

Partie 2. Demande de dérogation pour une grande installation de combustion utilisant des combustibles solides produits localement

L'exploitant qui souhaite bénéficier de l'autorisation visée à l'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux grandes installations de combustion, joint à sa demande de permis les informations suivantes :

1° un rapport technique comprenant la justification technique de l'impossibilité de respecter les valeurs limites d'émission visées à l'article 6, paragraphes 2 et 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux grandes installations de combustion;

2° la teneur en soufre du combustible solide produit localement qui est utilisé;

3° le taux de désulfuration prévu/atteint, exprimé en moyenne mensuelle. ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2018 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion moyennes et modifiant diverses dispositions environnementales.

Namur, le 30 août 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2018/14305]

30. AUGUST 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für mittelgroße Feuerungsanlagen und zur Abänderung verschiedener Umweltbestimmungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 3, abgeändert durch die Dekrete vom 3. Februar 2005 und 22. November 2007, Artikel 4, abgeändert durch die Dekrete vom 24. Oktober 2013, 13. März 2014 und 20. Juli 2016, Artikel 5, Artikel 7 § 1, Artikel 8, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, Artikel 9, Artikel 17, abgeändert durch die Dekrete vom 19. September 2002 und 21. Juni 2012, und Artikel 36;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D. 20.16 Absatz 1 Buchstabe j), eingefügt durch das Dekret vom 24. Oktober 2013;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, Artikel 1 Ziffer 8, eingefügt durch das Dekret vom 27. Oktober 2011;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Verbrennungsanlagen;

Aufgrund des Berichts vom 13. Februar 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 21. März 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 63.041/4 des Staatsrats;

Aufgrund der am 20. August 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 30. August 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

In der Erwägung, dass durch den vorliegenden Erlass Regeln festgelegt werden, die darauf abzielen, die Emissionen von Schwefeldioxyden (SO₂), Stickstoffoxyden (NO_x) und Staub aus mittelgroßen Feuerungsanlagen in die Luft zu begrenzen und daher die atmosphärischen Emissionen und die von diesen Emissionen ausgehenden potenziellen Risiken für die menschliche Gesundheit und die Umwelt zu verringern;

In der Erwägung, dass durch den vorliegenden Erlass auch Regeln eingeführt werden, die darauf abzielen, die Emissionen von Kohlenmonoxid (CO) nicht nur zu überwachen, sondern auch zu begrenzen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Rubriken zur Einordnung der Feuerungsanlagen zu vereinfachen, damit die gesamten Feuerungsanlagen mit der gleichen Leistung ein und derselben Klasse (Klasse 1, 2 oder 3) unabhängig von der Wärmenutzung zugeordnet werden können;

In Erwägung der Zweckmäßigkeit einer Erleichterung der Verwaltungsverfahren für die Feuerungsanlagen mit einer Leistung unter 1 MW, die sowohl durch geringere Umweltrisiken als auch durch einen deutlichen Nutzen im Bereich von Umwelt und Energie gekennzeichnet sind, wie z.B. Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen;

In der Erwägung, dass die Neueinstufung dieser Ausrüstungen von der Klasse 2 in die Klasse 3 keine Auswirkung haben wird auf die damit verbundenen Umweltauflagen, die über die Sonderbedingungen festgelegt werden;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Gegenstand, Definitionen und Anwendungsbereich*

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie (EU) 2015/2193 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. November 2015 zur Begrenzung der Emissionen bestimmter Schadstoffe aus mittelgroßen Feuerungsanlagen in die Luft umgesetzt.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Emission: Ableitung von Stoffen aus einer Feuerungsanlage in die Luft;

2° Emissionsgrenzwert: zulässige Menge eines in den Abgasen einer Feuerungsanlage enthaltenen Stoffes, die in einem gegebenen Zeitraum in die Luft abgeleitet werden darf;

3° Stickstoffoxide (NO_x): Stickstoffmonoxid und Stickstoffdioxid, ausgedrückt als Stickstoffdioxid (NO₂);

4° Staub: in der Gasphase an der Probenahmestelle dispergierte Partikel jeglicher Form, Struktur oder Dichte, die durch Filtration unter spezifizierten Bedingungen nach einer repräsentativen Probenahme des zu analysierenden Gases gesammelt werden können und nach dem Trocknen unter spezifizierten Bedingungen vor dem Filter und auf dem Filter verbleiben;

5° Feuerungsanlage: jede technische Einrichtung, in der Brennstoffe im Hinblick auf die Nutzung der dabei erzeugten Wärme oxidiert werden;

6° bestehende Feuerungsanlage: eine Feuerungsanlage, die vor dem 20. Dezember 2018 in Betrieb genommen wurde oder für die vor dem 19. Dezember 2017 eine Genehmigung erteilt wurde, sofern die Anlage spätestens am 20. Dezember 2018 in Betrieb genommen wurde;

7° neue Feuerungsanlage: eine andere als eine bestehende Feuerungsanlage;

8° Motor: ein Gasmotor, Dieselmotor oder Zweistoffmotor;

9° Gasmotor: ein nach dem Ottoprinzip arbeitender Verbrennungsmotor mit Fremdzündung des Brennstoffs;

10° Dieselmotor: ein nach dem Dieselpinzip arbeitender Verbrennungsmotor mit Selbstzündung des Kraftstoffs;

11° Zweistoffmotor: ein Verbrennungsmotor mit Selbstzündung des Brennstoffs, der bei der Verbrennung flüssiger Brennstoffe nach dem Dieselpinzip und bei der Verbrennung gasförmiger Brennstoffe nach dem Ottoprinzip arbeitet;

12° Gasturbine: jede rotierende Maschine, die thermische Energie in mechanische Arbeit umwandelt und hauptsächlich aus einem Verdichter, aus einer Brennkammer, in der Brennstoff zur Erhitzung des Arbeitsmediums oxidiert wird, und aus einer Turbine besteht; darunter fallen Gasturbinen mit offenem Kreislauf, kombinierte Gas- und Dampfturbinen sowie Gasturbinen mit Kraft-Wärme-Kopplung, alle jeweils mit oder ohne Zusatzfeuerung;

13° kleines, isoliertes Netz: jedes Netz mit einem Verbrauch von weniger als 3 000 GWh im Jahr 1996, das bis zu einem Wert von weniger als 5 % seines Jahresverbrauchs mit anderen Netzen in Verbund geschaltet werden kann;

14° isoliertes Kleinstnetz: jedes Netz mit einem Verbrauch von weniger als 500 GWh im Jahr 1996, das nicht mit anderen Netzen verbunden ist;

15° Brennstoff: alle festen, flüssigen oder gasförmigen brennbaren Stoffe;

16° Raffineriebrennstoff: alle festen, flüssigen oder gasförmigen brennbaren Stoffe aus den Destillations- und Konversionsstufen der Rohölraffinerie, einschließlich Raffineriebrenngas, Synthesegas, Raffinerieöle und Petrolkoks;

17° Abfall: Abfall im Sinne von Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

18° Biomasse: folgende Produkte:

a) Produkte land- oder forstwirtschaftlichen Ursprungs aus pflanzlichem Material, die als Brennstoff zuer energetischen Rückgewinnung verwendet werden können;

b) nachstehende Abfälle:

(1) pflanzliche Abfälle aus der Land- und Forstwirtschaft;

(2) pflanzliche Abfälle aus der Nahrungsmittelindustrie, falls die erzeugte Wärme genutzt wird;

(3) faserige pflanzliche Abfälle aus der Herstellung von natürlichem Zellstoff und aus der Herstellung von Papier aus Zellstoff, sofern sie am Herstellungsort mitverbrannt werden und die erzeugte Wärme genutzt wird;

(4) Korkabfälle;

(5) Holzabfälle mit Ausnahme von Holzabfällen, die infolge einer Behandlung mit Holzschutzmitteln oder infolge einer Beschichtung halogenorganische Verbindungen oder Schwermetalle enthalten können, und zu denen insbesondere solche Holzabfälle aus Bau- und Abbruchabfällen gehören;

19° Gasöl: aus Erdöl gewonnene flüssige Brennstoffe:

a) die unter die KN-Codes 2710 19 25, 2710 19 29, 2710 19 47, 2710 19 48, 2710 20 17 oder 2710 20 19 fallen, oder

b) bei deren Destillation nach der ASTM-D86-Methode bei 250 °C weniger als 65 Volumenprozent (einschließlich Verluste) und bei 350 °C mindestens 85 Volumenprozent (einschließlich Verluste) übergehen;

20° Erdgas: natürlich vorkommendes Methangas mit nicht mehr als 20 Volumenprozent Inertgasen und sonstigen Bestandteilen;

21° Schweröl: aus Erdöl gewonnene flüssige Brennstoffe:

a) die unter die KN-Codes 2710 19 51 bis 2710 19 68, 2710 20 31, 2710 20 35 oder 2710 20 39 fallen, oder

b) die nicht unter die Definition von Gasöl, sondern aufgrund ihres Destillationsbereichs unter die Schweröle fallen, die zur Verwendung als Brennstoff bestimmt sind und bei deren Destillation bei 250 °C nach der ASTM-D86-Methode weniger als 65 Volumenprozent (einschließlich Verluste) übergehen, oder

c) deren Destillation nicht anhand der ASTM-D86-Methode bestimmt werden kann;

22° Betriebsstunden: in Stunden ausgedrückter Zeitraum, in dem sich eine Feuerungsanlage in Betrieb befindet und Emissionen in die Luft abgibt, ausschließlich der An- und Abfahrzeiten;

23° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört.

Art. 3 - § 1. Vorliegender Erlass findet Anwendung auf die in der Rubrik 40.50.01.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten genannten Feuerungsanlagen, unabhängig von der Art des verwendeten Brennstoffs, deren Feuerungswärmeleistung mindestens 1 MW und weniger als 50 MW beträgt, nachstehend "mittelgroße Feuerungsanlagen" genannt.

Die aus zwei oder mehr neuen mittelgroßen Feuerungsanlagen gebildete Kombination gilt für die Zwecke dieses Erlasses als eine einzige mittelgroße Feuerungsanlage, und für die Berechnung der gesamten Feuerungswärmeleistung der Anlage werden ihre Feuerungswärmeleistungen addiert, wenn:

1° die Abgase dieser mittelgroßen Feuerungsanlagen über einen gemeinsamen Schornstein abgeleitet werden oder

2° die Abgase dieser mittelgroßen Feuerungsanlagen nach Ansicht der zuständigen Behörde unter Berücksichtigung technischer und wirtschaftlicher Faktoren über einen gemeinsamen Schornstein abgeleitet werden könnten.

Der vorliegende Erlass findet ebenfalls Anwendung auf die in Absatz 2 genannte Kombination, einschließlich einer Kombination, deren Gesamtfeuerungswärmeleistung 50 MW oder mehr beträgt, es sei denn, diese Kombination bildet eine Feuerungsanlage, die dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für große Verbrennungsanlagen unterliegt.

§ 2. Der vorliegende Erlass findet keine Anwendung auf:

1° Feuerungsanlagen, die dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für große Verbrennungsanlagen oder dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlagen unterliegen;

2° Feuerungsanlagen, die dem Königlichen Erlass vom 5. Dezember 2004 über die Festlegung von Produktnormen für Verbrennungsmotoren in mobilen Maschinen und Geräten unterliegen;

3° Feuerungsanlagen in landwirtschaftlichen Betrieben mit einer Gesamtfeuerungswärmeleistung von höchstens 5 MW, die als Brennstoff ausschließlich unverarbeitete Geflügelgülle gemäß Artikel 9 Buchstabe a) der Verordnung (EG) Nr. 1069/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1774/2002 (Verordnung über tierische Nebenprodukte) verwenden;

4° Feuerungsanlagen, in denen die gasförmigen Produkte der Verfeuerung zum direkten Erwärmen, zum Trocknen oder für eine sonstige Behandlung von Gegenständen oder Materialien genutzt werden;

5° Feuerungsanlagen, in denen die gasförmigen Produkte der Verfeuerung für die direkte Gasbeheizung von Innenräumen zur Verbesserung der Bedingungen am Arbeitsplatz genutzt werden;

6° Nachverbrennungsanlagen, die dafür ausgelegt sind, die Abgase aus industriellen Prozessen durch Verbrennung zu reinigen, und die nicht als unabhängige Feuerungsanlagen betrieben werden;

7° technische Geräte, die zum Antrieb von Fahrzeugen, Schiffen oder Flugzeugen eingesetzt werden;

8° Gasturbinen und Gas- und Dieselmotoren, wenn diese auf Offshore-Plattformen eingesetzt werden;

9° Einrichtungen zum Regenerieren von Katalysatoren für katalytisches Cracken;

10° Einrichtungen für die Umwandlung von Schwefelwasserstoff in Schwefel;

11° Reaktoren, die in der chemischen Industrie verwendet werden;

12° Koksöfen;

13° Winderhitzer (cowpers);

14° Krematorien;

15° Feuerungsanlagen, die Raffineriebrennstoffe allein oder zusammen mit anderen Brennstoffen zur Energieerzeugung in Mineralöl- und Gasraffinerien verfeuern;

16° Ablaugekessel in Anlagen für die Zellstofferzeugung.

Der vorliegende Erlass findet keine Anwendung auf Forschungstätigkeiten, Entwicklungsmaßnahmen oder Erprobungstätigkeiten in Verbindung mit mittelgroßen Feuerungsanlagen.

KAPITEL II — *Emissionsgrenzwerte*

Art. 4 - § 1. Die mittelgroßen Feuerungsanlagen halten die in Anhang 1 festgelegten Emissionsgrenzwerte ein, gegebenenfalls unbeschadet der Artikel 19 § 5 Absatz 1 Ziffer 1 und 46 § 5 Absatz 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

Die in Anhang 1 Teil 1 Tabellen 2.1, 2.2 und 3.2 festgelegten Emissionsgrenzwerte sind anzuwenden, sofern keine strengeren Emissionsgrenzwerte in der Genehmigung festgelegt worden sind.

§ 2. Die zuständige Behörde kann jedoch eine Abweichung von der Verpflichtung zur Einhaltung der in § 1 genannten Emissionsgrenzwerte gewähren:

1° für SO₂ bei mittelgroßen Feuerungsanlagen, in denen normalerweise ein schwefelarmer Brennstoff verfeuert wird, wenn der Betreiber aufgrund einer sich aus einer erheblichen Mangellage ergebenden Unterbrechung der Versorgung mit schwefelarmem Brennstoff nicht in der Lage ist, diese Emissionsgrenzwerte einzuhalten;

2° falls eine mittelgroße Feuerungsanlage, in der nur gasförmiger Brennstoff verfeuert wird, wegen einer plötzlichen Unterbrechung der Gasversorgung ausnahmsweise auf andere Brennstoffe ausweichen muss und aus diesem Grund mit einer sekundären Emissionsminderungsvorrichtung ausgestattet werden müsste.

Die Abweichung nach Absatz 1 Ziffer 1 wird für eine Dauer von bis zu sechs Monaten gewährt.

Die Abweichung nach Absatz 1 Ziffer 2 wird für einen Zeitraum von nicht mehr als zehn Tagen gewährt, es sei denn, der Betreiber weist der zuständigen Behörde nach, dass ein längerer Zeitraum gerechtfertigt ist.

Art. 5 - Werden in einer mittelgroßen Feuerungsanlage gleichzeitig zwei oder mehr Brennstoffe verwendet, wird der Emissionsgrenzwert für jeden Schadstoff folgendermaßen berechnet:

1° Bestimmung des Emissionsgrenzwerts für jeden einzelnen Brennstoff nach Maßgabe von Anhang 1;

2° Ermittlung der gewichteten Emissionsgrenzwerte für die einzelnen Brennstoffe; diese Werte erhält man, indem man die einzelnen Emissionsgrenzwerte nach Ziffer 1 mit der Wärmeleistung der einzelnen Brennstoffe multipliziert und das Produkt durch die Summe der Wärmeleistung aller Brennstoffe dividiert; und

3° Addition der gewichteten Emissionsgrenzwerte für die einzelnen Brennstoffe.

KAPITEL III — *Pflichten des Betreibers*

Art. 6 - Der Betreiber einer mittelgroßen Feuerungsanlage überwacht die Emissionen in Übereinstimmung mit Anhang 2 Teil 1.

Emissionen aus einer mittelgroßen Feuerungsanlage, in der mehrere Brennstoffe verwendet werden, werden während der Verfeuerung eines Brennstoffs oder Brennstoffgemischs, bei dem die höchste Emissionsmenge zu erwarten ist, in einem für normale Betriebsbedingungen repräsentativen Zeitraum überwacht.

Art. 7 - Der Betreiber bewahrt die Ergebnisse der in Artikel 6 erwähnten Überwachung auf und verarbeitet sie so, dass die Einhaltung der Emissionsgrenzwerte gemäß Anhang 2 Teil 2 überprüft werden kann.

Der Betreiber einer mittelgroßen Feuerungsanlage, in der zur Einhaltung der Emissionsgrenzwerte eine sekundäre Emissionsminderungsvorrichtung verwendet wird, führt Aufzeichnungen hinsichtlich des effektiven kontinuierlichen Betriebs dieser Minderungsvorrichtung bzw. hält Informationen zum diesbezüglichen Nachweis vor.

Art. 8 - Der Betreiber bewahrt sechs Jahre lang auf:

1° die Ergebnisse und Informationen nach Artikel 7;

2° ggf. Aufzeichnungen über Betriebsstunden nach Anhang 1 Teil 1 Tabelle 4 und Teil 2 Tabelle 3;

3° Aufzeichnungen über die Art und Menge der in der Anlage verwendeten Brennstoffe und über etwaige Störungen oder Ausfälle der sekundären Emissionsminderungsvorrichtung;

4° Aufzeichnungen über Fälle von Nichteinhaltung der Emissionsgrenzwerte und über die Maßnahmen, die ergriffen wurden, um sicherzustellen, dass die Einhaltung der Anforderungen so schnell wie möglich wiederhergestellt wird.

Der Betreiber stellt der zuständigen Behörde oder dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die in Absatz 1 aufgeführten Daten und Informationen auf Anfrage ohne vermeidbare Verzögerung zur Verfügung.

Art. 9 - Der Betreiber hält die An- und Abfahrzeiten mittelgroßer Feuerungsanlagen möglichst kurz.

Art. 10 - Der Betreiber einer bestehenden mittelgroßen Feuerungsanlage übermittelt unter Einhaltung der vom Minister festgelegten Fristen und Modalitäten die in Anhang 3 genannten Informationen.

Die Wallonische Luft- und Klimaagentur ("Agence wallonne de l'Air et du Climat") veröffentlicht auf ihrer Webseite die in Anhang 3 genannten Informationen sowie deren Aktualisierung für jede mittelgroße Feuerungsanlage.

KAPITEL IV — *Abänderungsbestimmungen*

Art. 11 - In Anhang I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Die Rubriken 40.10.01.03, 40.30.01, 40.30.03, 40.30.04 und 40.30.05 werden aufgehoben;

2° Rubrik 40, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2016, wird um die Rubriken 40.5 und 40.6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„

Nummer - Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<p>40.5. Feuerungsanlage, die unter den Anwendungsbereich des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für große Verbrennungsanlagen oder des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. August 2018 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für mittelgroße Feuerungsanlagen und zur Abänderung verschiedener Umweltbestimmungen fällt und unter Anwendung der Aggregationsregeln gemäß Artikel 4 des oben genannten Erlasses vom 21. Februar 2013 nach ihrer Feuerungswärmeleistung eingestuft wurde.</p> <p>Unter "Feuerungswärmeleistung" (Pn) versteht man die maximale Menge thermischer Energie pro Zeiteinheit, ausgedrückt anhand des unteren Heizwertes, die vom Hersteller festgelegt und garantiert wird, durch den Brennstoff abgegeben und von der Feuerungsanlage bei kontinuierlichem Betrieb verbraucht werden kann. Sie wird auf der Grundlage folgender Gleichung berechnet: $P_n = q_v \times H_i$, wobei q_v dem Volumenstrom des Brennstoffs und H_i dem unteren Heizwert des Brennstoffs entspricht.</p> <p>Feuerungsanlage, deren Feuerungswärmeleistung:</p>						
40.50.01.01. mindestens 1 thermisches MW und weniger als 50 thermische MW beträgt	2		AwAC, DEBD			
40.50.01.02. mindestens 50 thermische MW und weniger als 200 thermische MW beträgt	2		AwAC, DEBD			
40.50.02. mindestens 200 thermische MW beträgt	1	x	AwAC			
<p>40.6. Nicht unter einer anderen Rubrik genannte Feuerungsanlage, deren Feuerungswärmeleistung:</p> <p>40.60.01. mindestens 0,1 thermisches MW und weniger als 1 thermisches MW beträgt</p>	3		AwAC			
40.60.02. mindestens 1 thermisches MW und weniger als 200 thermische MW beträgt	2		AwAC, DEBD			
40.60.03. mindestens 200 thermische MW beträgt	1	x	AwAC, DEBD			

„

Art. 12 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird Absatz 21, eingefügt durch den Erlass vom 16. Januar 2014, durch Folgendes ersetzt:

"Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf einen Betrieb bezieht, in dem eine oder mehrere Feuerungsanlagen eingesetzt werden, enthält er außer den in dem in Absatz 1 erwähnten Formular geforderten Auskünften die in der Anlage XXVIII des vorliegenden Erlasses angegebenen Informationen."

Art. 13 - In Artikel 19 § 7 desselben Erlasses wird die Wortfolge "in den Rubriken 40.10.01.03 oder 40.30.01" durch die Wortfolge "in den Rubriken 40.50.01.02 oder 40.50.02" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 30 desselben Erlasses wird Absatz 21, eingefügt durch den Erlass vom 16. Januar 2014 durch Folgendes ersetzt:

“Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf einen Betrieb bezieht, in dem eine oder mehrere Feuerungsanlagen eingesetzt werden, enthält er außer den in dem in Absatz 1 erwähnten Formular geforderten Auskünften die in der Anlage XXVIII des vorliegenden Erlasses angegebenen Informationen.”

Art. 15 - In Artikel 46 § 7 desselben Erlasses wird die Wortfolge “in den Rubriken 40.10.01.03 oder 40.30.01” durch die Wortfolge “in den Rubriken 40.50.01.02 oder 40.50.02” ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 120 *quinquies* Ziffer 2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass vom 16. Januar 2014, wird das Wort “große” zwischen das Wort “für” und das Wort “Verbrennungsanlagen” eingefügt.

Art. 17 - In demselben Erlass wird Anlage XXVIII, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2014, durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang 4 ersetzt.

Art. 18 - In der Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Verbrennungsanlagen wird das Wort “große” zwischen das Wort “für” und das Wort “Verbrennungsanlagen” eingefügt.

Art. 19 - In Artikel 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge “in den Rubriken 40.10.01.03 oder 40.30.01” durch die Wortfolge “in den Rubriken 40.50.01.02 oder 40.50.02” ersetzt.

KAPITEL V — *Schlussbestimmungen*

Art. 20 - Artikel 4 ist anzuwenden:

1° auf neue mittelgroße Feuerungsanlagen ab dem 20. Dezember 2018;

2° auf bestehende mittelgroße Feuerungsanlagen gemäß den in Anhang 1 vorgesehenen Fällen und Fristen.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 2 haben bestehende mittelgroße Feuerungsanlagen, die Teil kleiner isolierter Netze oder isolierter Kleinstnetze sind, den in Anhang 1 Teil 1 Tabellen 2.1, 2.2 und 3.2 genannten Emissionsgrenzwerten ab dem 1. Januar 2030 zu entsprechen.

Art. 21 - Bis zum 1. Januar 2030 müssen bestehende mittelgroße Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von mehr als 5 MW den in Anhang 1 genannten Emissionsgrenzwerten nicht genügen, wenn mindestens fünfzig Prozent der erzeugten Nutzwärme der Anlage, berechnet als gleitender Durchschnitt über einen Zeitraum von fünf Jahren, in Form von Dampf oder Warmwasser an ein öffentliches Fernwärmenetz abgegeben werden. Die in der Genehmigung festgesetzten Emissionsgrenzwerte dürfen jedoch 1.100 mg/Nm³ bei SO₂ und 150 mg/Nm³ bei Staub nicht überschreiten.

Bis zum 1. Januar 2030 müssen bestehende mittelgroße Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von mehr als 5 MW den in Anhang 1 Teil 1 Tabelle 3.2. genannten NO_x-Emissionsgrenzwerten nicht genügen, wenn sie zum Betrieb von Gasverdichterstationen eingesetzt werden, die im Interesse der Sicherheit und Zuverlässigkeit eines nationalen Gasübertragungssystems nötig sind.

Art. 22 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. August 2018

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

Anhang 1 - Emissionsgrenzwerte nach Kapitel 2

Alle Emissionsgrenzwerte in diesem Anhang sind definiert für eine Temperatur von 273,15 K, einen Druck von 101,3 kPa und nach Abzug des Wasserdampfgehalts des Abgases sowie für einen Bezugs-O₂-Gehalt von 6 % bei mit festen Brennstoffen betriebenen mittelgroßen Feuerungsanlagen, 3 % bei mit flüssigen und gasförmigen Brennstoffen betriebenen mittelgroßen Feuerungsanlagen mit Ausnahme von Motoren und Gasturbinen und 15 % bei Motoren und Gasturbinen.

Im Falle von Feuerungsanlagen, die im gleitenden Durchschnitt über einen Zeitraum von fünf Jahren für bestehende Anlagen und im gleitenden Durchschnitt über einen Zeitraum von drei Jahren für neue Anlagen nicht weniger als 100 Stunden pro Jahr in Betrieb sind, werden die im vorliegenden Anhang definierten Grenzwerte mit einem Faktor zwei multipliziert.

TEIL 1 - Emissionsgrenzwerte für bestehende mittelgroße Feuerungsanlagen

Tabelle 1. Emissionsgrenzwerte (mg/Nm³) für bestehende, einen in vorliegender Tabelle aufgenommenen Brennstoff verfeuernde mittelgroße Feuerungsanlagen, die bis zum 31. Dezember 2029 auf Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von höchstens 5 MW und bis zum 31. Dezember 2024 auf Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von mehr als 5 MW anzuwenden sind, falls keine strengeren, im Betriebsgenehmigung festgesetzten Emissionsgrenzwerte vorliegen, mit Ausnahme von Motoren und Gasturbinen.

SCHADSTOFF	FEUERUNGSWÄRMELEISTUNG (MW)	Anlagen, für die der Betreiber nachweisen kann, dass der Brenner bzw. Heizkörper vor dem 1. Januar 2005 hergestellt wurde					Sonstige Anlagen				
		BRENNSTOFF					BRENNSTOFF				
		Feste Holzbiomasse	Gasöl	Schweröl	Erdgas	Biogas	Feste Holzbiomasse	Gasöl	Schweröl	Erdgas	Biogas
SO ₂	1 bis < 5	-	-	1020	-	200	-	-	1020	-	200
	5 bis < 50	-	-	1020	-	170	-	-	1020	-	170
NO _x	1 bis < 5	650	350	575	200	250	650	250	250	150	250
	5 bis < 10	650	350	575	200	250	375	250	250	150	250
	10 bis < 20	650	350	575	200	250	375	250	250	100	250
	20 bis < 50	650	350	500	200	250	300	150	150	100	250
Staub	1 bis < 5	75	-	-	-	-	75	-	-	-	-
	5 bis < 50	75	-	-	-	-	30	-	-	-	-
CO	1 bis < 20	375	145	200	100	150	375	145	175	100	150
	20 bis < 50	375	145	200	100	150	300	145	175	100	150

Tabelle 2.1. Ab dem 1. Januar 2030 anzuwendende Emissionsgrenzwerte (mg/Nm³) für bestehende mittelgroße Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von höchstens 5 MW, mit Ausnahme von Motoren und Gasturbinen.

Schadstoff	Feste Biomasse	Sonstige feste Brennstoffe	Gasöl	Flüssige Brennstoffe mit Ausnahme von Gasöl	Erdgas	Gasförmige Brennstoffe mit Ausnahme von Erdgas
SO ₂	200(1)(2)	1 100	-	350	-	200(3)
NO _x	650	650	200	250(4)	150(5)	250
Staub	50	50	-	50	-	-
CO	375	250	145	175	100	150

(1) Der Wert gilt nicht für Anlagen, die ausschließlich feste Holzbiomasse verfeuern.

(2) 300 mg/Nm³ bei Anlagen, die Stroh verfeuern.

(3) 400 mg/Nm³ bei Koksofengasen mit niedrigem Heizwert in der Eisen- und Stahlindustrie.

(4) 575 mg/Nm³ bei Anlagen, für die der Betreiber nachweisen kann, dass der Brenner bzw. Heizkörper vor dem 1. Januar 2005 hergestellt wurde.

(5) 200mg/Nm³ bei Anlagen, für die der Betreiber nachweisen kann, dass der Brenner bzw. Heizkörper vor dem 1. Januar 2005 hergestellt wurde.

Tabelle 2.2. Ab dem 1. Januar 2025 anzuwendende Emissionsgrenzwerte (mg/Nm³) für bestehende mittelgroße Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von mehr als 5 MW, mit Ausnahme von Motoren und Gasturbinen.

Schadstoff	Feste Biomasse	Sonstige feste Brennstoffe	Gasöl	Flüssige Brennstoffe mit Ausnahme von Gasöl	Erdgas	Gasförmige Brennstoffe mit Ausnahme von Erdgas
SO ₂	200 (1) (2)	400 (3)	-	350 (4)	-	35 (5) (6)
NO _x	650 (8)(9)	650	150(12)(13)	150(14)(15)	100(11)(12)	250
Staub	30 (7)	30 (10)	-	30	-	-
CO	375(9)	250	145	175	100	150

(1) Der Wert gilt nicht für Anlagen, die ausschließlich feste Holzbiomasse verfeuern.

(2) 300 mg/Nm³ bei Anlagen, die Stroh verfeuern.

(3) 1 100 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von höchstens 20 MW.

(4) Bis zum 1. Januar 2030, 850 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von höchstens 20 MW, die Schweröl verfeuern.

(5) 400 mg/Nm³ bei Koksofengasen mit niedrigem Heizwert und 200 mg/Nm³ bei Hochofengasen mit niedrigem Heizwert in der Eisen- und Stahlindustrie.

(6) 170 mg/Nm³ bei Biogas.

(7) 50 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von höchstens 20 MW, für die der Betreiber nachweisen kann, dass der Brenner bzw. Heizkörper vor dem 1. Januar 2005 hergestellt wurde.

(8) 375 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von weniger als 20 MW, für die der Betreiber nicht nachweisen kann, dass der Brenner bzw. Heizkörper vor dem 1. Januar 2005 hergestellt wurde, und die ausschließlich feste Holzbiomasse verfeuern.

(9) 300 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von mindestens 20 MW, für die der Betreiber nicht nachweisen kann, dass der Brenner bzw. Heizkörper vor dem 1. Januar 2005 hergestellt wurde, und die ausschließlich feste Holzbiomasse verfeuern.

(10) 50 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von höchstens 20 MW.

(11) 150 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von weniger als 10 MW.

(12) 200 mg/Nm³ bei Anlagen, für die der Betreiber nachweisen kann, dass der Brenner bzw. Heizkörper vor dem 1. Januar 2005 hergestellt wurde.

(13) 200 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von weniger als 20 MW.

(14) 250 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von weniger als 20 MW.

(15) 575 mg/Nm³ bei Anlagen, für die der Betreiber nachweisen kann, dass der Brenner bzw. Heizkörper vor dem 1. Januar 2005 hergestellt wurde.

Tabelle 3.1.1. Emissionsgrenzwerte (mg/Nm³) für bestehende, nicht in Tabelle 4 genannte und einen in vorliegender Tabelle aufgenommenen Brennstoff verfeuernde Motoren, die bis zum 31. Dezember 2029 auf Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von höchstens 5 MW und bis zum 31. Dezember 2024 auf Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von mehr als 5 MW anzuwenden sind, falls keine strengeren, im Betriebsgenehmigung festgesetzten Emissionsgrenzwerte vorliegen.

SCHADSTOFF	FEUERUNGSWÄRME- LEISTUNG (MW)			Anlagen, für die der Betreiber nachweisen kann, dass sie vor dem 1. Januar 2013 hergestellt wurden	Sonstige Anlagen		
				BRENNSTOFF	BRENNSTOFF		
				Gasöl	Erdgas	Biogas	Gasöl
SO ₂	1 bis < 50			-	-	190	-
NO _x	1 bis < 3			375(1)	380	375	375(1)
	3 bis < 50			375(1)	190(2)	190	190(1)
Staub	1 bis < 50			-	20	-	-
		37,5	-	-	-	-	-
CO	1 bis < 3			500	120	120	500
	3 bis < 50			500	120	120	500

(1) 1 850 mg/Nm³ in den folgenden Fällen:

a) bei Dieselmotoren, mit deren Bau vor dem 18. Mai 2006 begonnen wurde;

b) bei Zweistoffmotoren im Betrieb mit flüssigen Brennstoffen.

(2) 380 mg/Nm³ bei Zweistoffmotoren im Betrieb mit gasförmigen Brennstoffen.

Tabelle 3.1.2. Emissionsgrenzwerte (mg/Nm³) für bestehende, einen in vorliegender Tabelle aufgenommenen Brennstoff verfeuernde Gasturbinen, die bis zum 31. Dezember 2029 auf Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von höchstens 5 MW und bis zum 31. Dezember 2024 auf Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von mehr als 5 MW anzuwenden sind, falls keine strengeren, im Betriebsgenehmigung festgesetzten Emissionsgrenzwerte vorliegen.

SCHADSTOFF	BRENNSTOFF		
	Gasöl	Erdgas	Biogas
SO ₂	-	-	60
NO _x	200	150	200
Staub	30	-	-
CO	100	100	100

Tabelle 3.2. Emissionsgrenzwerte (mg/Nm³) für bestehende, nicht in Tabelle 4 genannte Motoren und bestehende Gasturbinen, die ab dem 1. Januar 2025 bei einer Feuerungswärmeleistung von mehr als 5 MW und ab dem 1. Januar 2030 bei einer Feuerungswärmeleistung von höchstens 5 MW anzuwenden sind.

Schadstoff	Art der mittelgroßen Feuerungsanlage	Gasöl	Flüssige Brennstoffe mit Ausnahme von Gasöl	Erdgas	Gasförmige Brennstoffe mit Ausnahme von Erdgas
SO ₂	Motoren und Gasturbinen	-	120	-	15 (1) (2)
NO _x	Motoren	190 (3) (4)	190 (3) (5)	190 (6)	190 (6)
	Gasturbinen (7)	200	200	150	200
Staub	Motoren	20(9)	10 (8)	-	-
	Gasturbinen	30	10(8)	-	-
CO	Motoren	120(10)(11)		120(12)	-(13)
	Gasturbinen	100		100	100

- (1) 60 mg/Nm³ bei Biogas.
- (2) 130 mg/Nm³ bei Koksofengasen mit niedrigem Heizwert und 65 mg/Nm³ bei Hochofengasen mit niedrigem Heizwert in der Eisen- und Stahlindustrie.
- (3) 1 850 mg/Nm³ in den folgenden Fällen:
 - a) bei Dieselmotoren, mit deren Bau vor dem 18. Mai 2006 begonnen wurde;
 - b) bei Zweistoffmotoren im Betrieb mit flüssigen Brennstoffen.
- (4) 250 mg/Nm³ bei Motoren mit einer Feuerungswärmeleistung von weniger als 3 MW und bei Motoren mit einer Feuerungswärmeleistung von mindestens 3 MW und höchstens 5 MW, für die der Betreiber nachweisen kann, dass sie vor dem 1. Januar 2013 hergestellt wurden.
- (5) 250 mg/Nm³ bei Motoren mit einer Feuerungswärmeleistung von höchstens 5 MW; 225 mg/Nm³ bei Motoren mit einer Feuerungswärmeleistung von mehr als 5 MW und höchstens 20 MW.
- (6) 380 mg/Nm³ bei Zweistoffmotoren im Betrieb mit gasförmigen Brennstoffen.
- (7) Die Emissionsgrenzwerte gelten nur bei einer Last von über 70 %.
- (8) 20 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von höchstens 20 MW.
- (9) 37,5 mg/Nm³ bei Motoren, für die der Betreiber nachweisen kann, dass sie vor dem 1. Januar 2013 hergestellt wurden.
- (10) 250 mg/Nm³ bei Motoren mit einer Feuerungswärmeleistung von mindestens 3 MW, für die der Betreiber nachweisen kann, dass sie vor dem 1. Januar 2013 hergestellt wurden.
- (11) 750 mg/Nm³ bei Motoren mit einer Feuerungswärmeleistung von weniger als 3 MW, für die der Betreiber nachweisen kann, dass sie vor dem 1. Januar 2013 hergestellt wurden.

- (12) 250 mg/Nm³ bei Motoren, für die der Betreiber nachweisen kann, dass sie vor dem 1. Januar 2013 hergestellt wurden.
- (13) 500 mg/Nm³ bei biogasbetriebenen Motoren.

Tabelle 4. Emissionsgrenzwerte (mg/Nm³) für bestehende gas- oder erdölbetriebene Motoren, die im gleitenden Durchschnitt über einen Zeitraum von fünf Jahren⁽¹⁾ nicht mehr als 500 Betriebsstunden pro Jahr in Betrieb sind.

Schadstoff	Gasöl	Erdgas
NOx	750(2)	190(3)
Staub	20(4)	-
CO	250	250

- (1) Emissionsgrenzwerte, die anzuwenden sind, falls keine strengeren, im Betriebsgenehmigung festgesetzten Emissionsgrenzwerte vorliegen.
- (2) 1500 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von höchstens 5 MW.
- (3) 380 mg/Nm³ bei Zweistoffmotoren im Betrieb mit gasförmigen Brennstoffen und Motoren mit einer Feuerungswärmeleistung von höchstens 3 MW.
- (4) Gilt nicht für Motoren, für die der Betreiber nachweisen kann, dass sie vor dem 1. Januar 2013 hergestellt wurden.

TEIL 2 - Emissionsgrenzwerte für neue mittelgroße Feuerungsanlagen

Tabelle 1. Emissionsgrenzwerte (mg/Nm³) für neue mittelgroße Feuerungsanlagen mit Ausnahme von Motoren und Gasturbinen

Schadstoff	Feste Biomasse	Sonstige feste Brennstoffe	Gasöl	Flüssige Brennstoffe mit Ausnahme von Gasöl	Erdgas	Gasförmige Brennstoffe mit Ausnahme von Erdgas
SO ₂	200 (1)	400(11)	-	200 (2)	-	35 (3) (4)
NOx	300 (5)(9)	300 (5)	200(8)	200 (6)(12)	80	200
Staub	50 (7)	20 (7)	-	10	-	-
CO	300(10)	175	100	175	80	100

- (1) Der Wert gilt nicht für Anlagen, die ausschließlich feste Holzbiomasse verfeuern.
- (2) Bis zum 1. Januar 2025, 1 700 mg/Nm³ bei Anlagen, die Teil kleiner isolierter Netze oder isolierter Kleinstnetze sind.
- (3) 400 mg/Nm³ bei Koksofengasen mit niedrigem Heizwert und 200 mg/Nm³ bei Hochofengasen mit niedrigem Heizwert in der Eisen- und Stahlindustrie.
- (4) 100 mg/Nm³ bei Biogas.
- (5) 450 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Gesamtfeuerungswärmeleistung von höchstens 5 MW.
- (6) Bis zum 1. Januar 2025, 450 mg/Nm³ im Falle des Verfeuerns von Schweröl mit 0,2 % bis 0,3 % N und 360 mg/Nm³ im Falle des Verfeuerns von Schweröl mit weniger als 0,2 % N bei Anlagen, die Teil kleiner isolierter Netze oder isolierter Kleinstnetze sind.
- (7) 10 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Gesamtfeuerungswärmeleistung von mindestens 5 MW.
- (8) 150 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Gesamtfeuerungswärmeleistung von mindestens 20 MW.

- (9) 200 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Gesamtfeuerungswärmeleistung von mindestens 20 MW.
- (10) 375 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Gesamtfeuerungswärmeleistung von weniger als 5 MW.
- (11) 200 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Gesamtfeuerungswärmeleistung von mindestens 5 MW.
- (12) 150 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Gesamtfeuerungswärmeleistung von mindestens 20 MW.

Tabelle 2. Emissionsgrenzwerte (mg/Nm³) für neue Motoren und neue Gasturbinen, die nicht in Tabelle 3 aufgenommen sind.

Schadstoff	Art der mittelgroßen Feuerungsanlage	Gasöl	Flüssige Brennstoffe mit Ausnahme von Gasöl	Erdgas	Gasförmige Brennstoffe mit Ausnahme von Erdgas
SO ₂	Motoren und Gasturbinen	-	120 (1)	-	15 (2)
NO _x	Motoren (3)	190 (4)(11)	190 (4) (5)	95 (6)	190
	Gasturbinen (7)	75	75 (8)	50	75
Staub	Motoren	20	10 (9) (10)	-	-
	Gasturbinen	10			
CO	Motoren	120	-	120	-(12)
	Gasturbinen	100	-	100	100

- (1) Bis zum 1. Januar 2025, 590 mg/Nm³ bei Dieselmotoren, die Teil kleiner isolierter Netze oder isolierter Kleinstnetze sind.
- (2) 40 mg/Nm³ bei Biogas.
- (3) Bis zum 1. Januar 2025, in kleinen isolierten Netzen und isolierten Kleinstnetzen:
- bei Zweistoffmotoren: 1 850 mg/Nm³ im Betrieb mit flüssigen Brennstoffen und 380 mg/Nm³ im Betrieb mit gasförmigen Brennstoffen;
 - bei Dieselmotoren mit einer Drehzahl von höchstens 1 200 U/min: 1 300 mg/Nm³ bei einer Gesamtfeuerungswärmeleistung von höchstens 20 MW; 1 850 mg/Nm³ bei einer Gesamtfeuerungswärmeleistung von mehr als 20 MW;
 - bei Dieselmotoren mit einer Drehzahl von mehr als 1 200 U/min: 750 mg/Nm³.
- (4) 225 mg/Nm³ bei Zweistoffmotoren im Betrieb mit flüssigen Brennstoffen, deren Gesamtfeuerungswärmeleistung weniger als 5 MW beträgt.
- (5) 225 mg/Nm³ bei Dieselmotoren mit einer Gesamtfeuerungswärmeleistung von höchstens 20 MW und mit einer Drehzahl von höchstens 1 200 U/min.
- (6) 190 mg/Nm³ bei Zweistoffmotoren im Betrieb mit gasförmigen Brennstoffen, deren Gesamtfeuerungswärmeleistung weniger als 5 MW beträgt.
- (7) Diese Emissionsgrenzwerte gelten nur bei einer Last von über 70 %.
- (8) Bis zum 1. Januar 2025, 550 mg/Nm³ bei Anlagen, die Teil kleiner isolierter Netze oder isolierter Kleinstnetze sind.
- (9) Bis zum 1. Januar 2025, 75 mg/Nm³ bei Dieselmotoren, die Teil kleiner isolierter Netze oder isolierter Kleinstnetze sind.
- (10) 20 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Gesamtfeuerungswärmeleistung von höchstens 5 MW.

- (11) 95 mg/Nm³ bei Motoren mit einer Gesamtfeuerungswärmeleistung von mindestens 5 MW.
- (12) 500 mg/Nm³ bei biogasbetriebenen Motoren.

Tabelle 3. Emissionsgrenzwerte (mg/Nm³) für neue gas- oder erdölbetriebene Motoren, die im gleitenden Durchschnitt über einen Zeitraum von drei Jahren⁽¹⁾ nicht mehr als 500 Betriebsstunden pro Jahr in Betrieb sind.

Schadstoff	Gasöl	Erdgas
NOx	750(2)	95(3)
Staub	20	-
CO	250	250

- (1) Emissionsgrenzwerte, die anzuwenden sind, falls keine strengeren, im Betriebsgenehmigung festgesetzten Emissionsgrenzwerte vorliegen.
- (2) 1500 mg/Nm³ bei Anlagen mit einer Gesamtfeuerungswärmeleistung von höchstens 3 MW und bei Anlagen mit einer Gesamtfeuerungswärmeleistung von mehr als 3 MW und höchstens 5 MW, die im Jahresdurchschnitt über 3 Jahre nicht mehr als 50 Stunden pro Jahr in Betrieb sind.
- (3) 190 mg/Nm³ bei Zweistoffmotoren im Betrieb mit gasförmigen Brennstoffen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2018 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für mittelgroße Feuerungsanlagen und zur Abänderung verschiedener Umweltbestimmungen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 30. August 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Anhang 2 - Emissionsüberwachung und Bewertung der Einhaltung der Anforderungen

TEIL 1 - Überwachung der Emissionen durch den Betreiber

1. Die regelmäßigen Messungen werden bei allen Anlagen jährlich durchgeführt.
Bei erdgasbetriebenen Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von höchstens 20 MW, mit Ausnahme von Motoren und Gasturbinen, werden die regelmäßigen Messungen jedoch alle zwei Jahre durchgeführt.
2. Abweichend von Ziffer 1 werden bei mittelgroßen Feuerungsanlagen, die im gleitenden Durchschnitt über einen Zeitraum von fünf Jahren für bestehende Anlagen und im gleitenden Durchschnitt über einen Zeitraum von drei Jahren für neue Anlagen nicht mehr als 500 Stunden pro Jahr in Betrieb sind, die regelmäßigen Messungen mindestens jedes Mal dann durchgeführt, wenn die folgende Betriebsstundenzahl erreicht ist:
 - a) 1500 Betriebsstunden bei mittelgroßen Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von höchstens 20 MW;
 - b) 500 Betriebsstunden bei mittelgroßen Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von mehr als 20 MW.Wenn die Betriebsstundenzahl 100 Stunden pro Jahr übersteigt, werden die regelmäßigen Messungen mindestens einmal alle fünf Jahre durchgeführt.
3. Die Messungen beziehen sich auf:
 - a) Schadstoffe, für die in Bezug auf die betroffene Anlage ein Emissionsgrenzwert festgelegt ist;
 - b) CO bei allen Anlagen.
4. Die ersten Messungen werden innerhalb von vier Monaten nach Erteilung der Genehmigung oder dem Datum der Betriebsaufnahme durchgeführt; maßgebend ist das spätere Datum.
Im Falle einer Veränderung des Klärsystems werden die Messungen innerhalb von vier Monaten nach dieser Veränderung vorgenommen.
5. Als Alternative zu den Messungen von SO₂ gemäß den Ziffern 1, 2 und 3 Buchstabe a) können auch andere von der zuständigen Behörde überprüfte und genehmigte Verfahren zur Bestimmung der SO₂-Emissionen verwendet werden.
6. Als Alternative zu den regelmäßigen Messungen gemäß Ziffer 1 kann die zuständige Behörde kontinuierliche Messungen vorschreiben.
In diesem Fall werden die automatisierten Messsysteme mindestens einmal jährlich durch Parallelmessungen unter Verwendung der Referenzmethoden überprüft und informiert der Betreiber die zuständige Behörde über die Ergebnisse dieser Überprüfungen.
7. Die in Ziffer 1 genannten regelmäßigen Messungen werden auf Kosten des Betreibers durch ein gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Verhütung der Luftverschmutzung zugelassenes Labor durchgeführt.
8. Die Probenahme und Analyse von Schadstoffen sowie die Messungen von Prozessparametern und etwaige alternative Verfahren gemäß den Ziffern 5 und 6 werden auf der Grundlage von Verfahren durchgeführt, mit denen zuverlässige, repräsentative und

vergleichbare Ergebnisse erzielt werden können. Bei Verfahren, die harmonisierten EN-Normen genügen, wird davon ausgegangen, dass sie diese Anforderung erfüllen. Die Nachweisgrenze, die Empfindlichkeit, die Genauigkeit und die Zuverlässigkeit der Methode sind an den Emissionsgrenzwert angepasst. Der Messbereich liegt mindestens zwischen 0,1- und 2-mal den Wert, das Niveau bzw. die Durchlaufmenge, die in der Genehmigung festgelegt sind. Während jeder Messung muss die Anlage unter stabilen Bedingungen und bei einer repräsentativen und gleichmäßigen Last laufen. An- und Abfahrzeiten sind in diesem Zusammenhang auszunehmen. die Ergebnisse sind derart ausgedrückt, dass sie für die Emissionswerte der Anlage bei normalem Betrieb repräsentativ sind.

9. Die Messgeräte entsprechen den Prinzipien der besten verfügbaren Techniken im Bereich der Messgeräteausrüstung.

10. Bei jeder Messung wird die Dauer der Probenahme durch die Messmethode bestimmt. Andernfalls beträgt diese Dauer mindestens ½ Stunde.

11. Der Betreiber sieht Öffnungen in den Ableitungsrohren vor, um die Messung von repräsentativen Emissionswerten für die Ableitungen aus der Anlage zu ermöglichen. Diese Öffnungen müssen dem vom Referenzlaborator erstellten Wallonischen Kompendium der Probenahme- und Analysemethoden entsprechen.

12. Im Falle einem erheblichen Übermaß an Luft aufgrund von Besonderheiten des Verfahrens wird in den Sonderbedingungen die Methode angegeben, die vom Betreiber anzuwenden ist, um die gemessenen Konzentrationen von Luftschadstoffen zwecks deren Vergleich mit den im vorliegenden Erlass definierten Grenzwerten zu korrigieren.

TEIL 2 - Bewertung der Einhaltung der Anforderungen

1. Bei regelmäßigen Messungen gelten die in Kapitel 2 aufgeführten Emissionsgrenzwerte als eingehalten, wenn die Ergebnisse jeder einzelnen Messreihe oder der anderen Verfahren, die nach den von der zuständigen Behörde festgelegten Modalitäten definiert und bestimmt wurden, die anwendbaren Emissionsgrenzwerte nicht überschreiten.

Werden die in Kapitel 2 aufgeführten Emissionsgrenzwerte nicht eingehalten, so setzt der Betreiber den mit der Überwachung beauftragten Beamten unverzüglich davon in Kenntnis.

Beträgt die Überschreitung:

a) weniger als 10% des Emissionsgrenzwertes, so kann innerhalb von drei Monaten eine neue Messung dieses Parameters vom mit der Überwachung beauftragten Beamten vorgesehen werden;

b)

c) zwischen 10% und 100% des Emissionsgrenzwertes, so muss innerhalb von drei Monaten eine neue Messung dieses Parameters vorgesehen werden;

d) mehr als 100% des Emissionsgrenzwertes, so muss innerhalb eines Monats eine neue Messung dieses Parameters vorgesehen werden; wenn diese Überschreitung erhalten bleibt, so muss der Betreiber einen Bericht verfassen, in dem er die Ursachen dieser Überschreitungen und die von ihm getroffenen Maßnahmen zur Einhaltung der auferlegten

Normen angibt. Dieser Bericht wird innerhalb von 30 Tagen nach der zweiten Messung dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und dem technischen Beamten zugesandt.

2. Bei kontinuierlichen Messungen wird die Einhaltung der in Kapitel 2 aufgeführten Emissionsgrenzwerte gemäß Teil 4 Ziffer 1 der Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für große Verbrennungsanlagen bewertet.
Die validierten Mittelwerte werden gemäß Teil 3 Ziffern 9 und 10 der Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für große Verbrennungsanlagen bestimmt.

Werden die in Kapitel 2 aufgeführten Emissionsgrenzwerte nicht eingehalten, so setzt der Betreiber den mit der Überwachung beauftragten Beamten unverzüglich davon in Kenntnis.

3. Bei der Berechnung der durchschnittlichen Emissionswerte bleiben die während der Zeitabschnitte gemäß Artikel 4 § 2 sowie die während der An- und Abfahrzeiten gemessenen Werte unberücksichtigt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2018 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für mittelgroße Feuerungsanlagen und zur Abänderung verschiedener Umweltbestimmungen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 30. August 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Anhang 3 - Vom Betreiber einer bestehenden Feuerungsanlage der zuständigen Behörde
vorzulegende Informationen

1. Name und Gesellschaftssitz des Betreibers
2. Standort der Feuerungsanlage mit Anschrift
3. Feuerungswärmeleistung (MW) der Feuerungsanlage
4. Art der mittelgroßen Feuerungsanlage
5. Art der verwendeten Brennstoffe
6. jeweiliger Anteil der verwendeten Brennstoffe
7. Datum der Inbetriebnahme der Feuerungsanlage
8. NACE-Code
9. voraussichtliche Zahl der jährlichen Betriebsstunden und durchschnittliche Betriebslast
10. gegebenenfalls, eine vom Betreiber unterzeichnete Erklärung über die Betriebsstundenzahl

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2018 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für mittelgroße Feuerungsanlagen und zur Abänderung verschiedener Umweltbestimmungen als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 30. August 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Anhang 4

"Anlage XXVIII - Formular für Feuerungsanlagen

Teil 1 - Für alle Anlagen vorzulegende Informationen

Bitte nachstehende Tabelle ausfüllen für die verschiedenen Feuerungsanlagen, die in Tabelle IV.7 von Teil 1 des allgemeinen Formulars der Anträge auf Genehmigung identifiziert sind.

Eine Hilfe beim Ausfüllen der nachstehenden Tabelle finden Sie auf der Webseite der Wallonischen Luft- und Klimaagentur ("Agence wallonne de l'Air et du Climat" - AwAC).

In dieser Hilfe beim Ausfüllen, Vergessen Sie bitte nicht, den Abschnitt "administrative Informationen" auszufüllen, und wenn in der Spalte "Brennstoff(e)" ein oder mehrere Brennstoffe unter der Überschrift "Sonstige (bitte angeben)" angegeben werden, übermitteln Sie bitte die verlangten Informationen.

Ist das Ausfüllen der Tabelle beendet, bitte übermitteln Sie sie der AwAC unter Beachtung des beschriebenen Verfahrens und legen Sie das so ausgefüllte vorliegende Formular Ihrem Antrag auf Genehmigung bei.

(I) Identifizierung nach Tabelle IV.4. von Teil 1 des Formulars.

(II) Mit der Art der Anlage verbundener Code:

Code	Art der Anlage
1	Heizkessel
2	Motor
3	Gasturbine
4	Abfallverbrennungsöfen
5	Sonstige Ofenanlage <u>mit</u> direktem Kontakt Stoffe - Verbrennungsgase (*)
6	Sonstige Ofenanlage <u>ohne</u> direkten Kontakt Stoffe - Verbrennungsgase (*)
7	Trockenanlage <u>mit</u> direktem Kontakt Stoffe - Verbrennungsgase (*)
8	Trockenanlage ohne direkten Kontakt Stoffe - Verbrennungsgase (*)
9	Heißluftgeber / Luftgeber
10	Nachverbrennungsanlage / Thermal-Oxidizer
11	Sonstige (bitte näher angeben)

(*) Mit direktem Kontakt zwischen den Verbrennungsgasen und erwärmten, getrockneten Stoffen oder anderweitig behandelten Gegenständen oder Materialien

(*) Ohne direkten Kontakt zwischen den Verbrennungsgasen und erwärmten, getrockneten Stoffen oder anderweitig behandelten Gegenständen oder Materialien

(III) Mit Brennstoffen verbundene Codes:

Zustand	Art	Verb. Code
1. Gasförmig	1. Ergas	1.1.
	2. LPG - Flüssiggas	1.2.
	3. Biomethan	1.3.
	4. Holzgas	1.4.
	5. Sonstige (Bitte angeben)	1.5.
2. Flüssig	1. Gasöl	2.1.
	2. Schweröl	2.2.
	3. Sonstige (Bitte angeben)	2.3.
3. Fest	1. Zertifizierte Holzpellets A1, A2, B, I1, I2 oder I3 nach Norm ISO 17225-2, oder nicht zertifizierte Hp	3.1.xx ^(*)
	2. Zertifizierte Holzschnitzel A1, A2, B1 oder B2 nach Norm ISO 17225-4 oder nicht zertifizierte Hs	3.2.yy ^(**)
	3. Sonstige (Bitte angeben))	3.3.

(*) xx : Bitte die Klasse angeben (A1, A2, B, I1, I2, I3, oder "nc" für "nicht-zertifiziert" ("non-certifié"))

(**) yy : Bitte die Klasse angeben (A1, A2, B1, B2, oder "nc" für "nicht-zertifiziert" ("non-certifié"))

(IV) Bei Anlagen, die so beschaffen sind, dass sie mehrere Brennstoffe verwenden können, bitte eine Einschätzung der verhältnismäßigen Verwendung der jeweiligen Brennstoffe (berechnet anhand ihres unteren Heizwerts) angeben.

(V) Bitte eine Einschätzung der jährlichen Betriebsstundenzahl der Anlage angeben.

(VI) Bitte eine Einschätzung der durchschnittlichen Betriebslast angeben.

Es handelt sich dabei um die Prozentzahl der Nennlast, bei der die Ausrüstung im Schnitt betrieben werden müsste.

Im Falle des Bezugs auf einen Grenzwert, der mit einer Höchstanzahl Betriebsstunden nach Anhang 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. August 2018 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für mittelgroße Feuerungsanlagen und zur Abänderung verschiedener Umweltbestimmungen verbunden ist, bitte eine vom Betreiber unterzeichnete Erklärung, der zufolge die mittelgroße Feuerungsanlage nicht mehr als die Zahl der genannten Stunden in Betrieb sein wird, beifügen.

Teil 2 - Formular für eine große Verbrennungsanlage, in der lokal erzeugte feste Brennstoffe verwendet werden

Der Betreiber, der in den Genuss der in Artikel 7 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für große Verbrennungsanlagen genannten Genehmigung gelangen möchte, fügt seinem Genehmigungsantrag die folgenden Informationen bei:

1° einen technischen Bericht mit der technischen Rechtfertigung der Unmöglichkeit, die in Artikel 6, §§ 2 und 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für große Verbrennungsanlagen genannten Emissionsgrenzwerte einzuhalten;

2° den Schwefelgehalt des verwendeten, vor Ort gewonnenen festen Brennstoffs;

3° den vorgesehenen / erreichten Schwefelabscheidegrad in monatlichen Durchschnittswerten."

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2018 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für mittelgroße Feuerungsanlagen und zur Abänderung verschiedener Umweltbestimmungen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 30. August 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2018/14305]

30 AUGUSTUS 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor middelgrote stookinstallaties en tot wijziging van diverse milieubepalingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikel 3, gewijzigd bij de decreten van 3 februari 2005 en 22 november 2007, artikel 4, gewijzigd bij de decreten van 24 oktober 2013, 13 maart 2014 en 20 juli 2016, artikel 5, artikel 7, § 1, artikel 8, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013, artikel 9, artikel 17, gewijzigd bij de decreten van 19 september 2002 en 21 juni 2012 en artikel 36;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op artikel D.20.16., eerste lid, j), ingevoegd bij het decreet van 24 oktober 2013;

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, artikel 1, 8°, ingevoegd bij het decreet van 27 oktober 2011;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 4 maart 2002 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor stookinstallaties;

Gelet op het rapport van 13 februari 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 63.041/4 van de Raad van State, gegeven op 21 maart 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 augustus 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 augustus 2018;

Overwegende dat dit besluit regels vaststelt om emissies van zwaveldioxide (SO₂), stikstofoxiden (NO_x) en stof in de lucht door middelgrote stookinstallaties te beheersen en aldus emissies in de lucht en de mogelijke risico's voor de volksgezondheid en het milieu van die emissies te verminderen;

Overwegende dat dit besluit ook regels bevat voor het monitoren van de emissies van koolmonoxide (CO) maar oor voor het beperken ervan;

Overwegende dat de indelingsrubrieken voor de stookinstallaties vereenvoudigd moeten worden zodat alle stookinstallaties met hetzelfde vermogen tot eenzelfde klasse (klasse 1, 2 of 3) behoren, ongeacht het gebruik van warmte;

Overwegende dat het belangrijk is de administratieve procedures te vereenvoudigen voor stookinstallaties met een vermogen van minder dan 1 MW, die worden gekenmerkt door zowel verminderde milieurisico's als duidelijke milieu- en energievoordelen, zoals warmtekrachtkoppelinginstallaties voor warmte en elektriciteit;

Overwegende dat de overgang van die uitrustingen van klasse 2 naar klasse 3 geen impact zal hebben op de daarmee verband houdende milieueisen die via de bijzondere voorwaarden worden bepaald;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Doel, begripsomschrijving en toepassingsgebied

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn (EU) 2015/2193 van het Europees Parlement en van de Raad van 25 november 2015 inzake de beperking van de emissies van bepaalde verontreinigende stoffen in de lucht door middelgrote stookinstallaties omgezet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° emissie: de uitstoot van stoffen in de lucht door een stookinstallatie;

2° emissiegrenswaarde: de toelaatbare hoeveelheid van een stof die met de afgassen van een stookinstallatie gedurende een bepaalde periode in de lucht mag worden uitgestoten;

3° stikstofoxiden (NO_x) : stikstofmonoxide en stikstofdioxide, uitgedrukt als stikstofdioxide (NO₂);

4° stof: in de gasfase onder bemonsteringscondities verstrooide deeltjes van welke vorm, structuur of dichtheid dan ook, die kunnen worden opgevangen door filtering onder specifiek omschreven omstandigheden na representatieve bemonstering van het te analyseren gas en vóór het filter en op het filter achterblijven;

5° stookinstallatie: elke technische eenheid waarin brandstoffen worden geoxideerd teneinde de aldus opgewekte warmte te gebruiken;

6° bestaande stookinstallatie: een stookinstallatie die vóór 20 december 2018 in bedrijf is gesteld of waarvoor een vergunning werd verleend vóór 19 december 2017, op voorwaarde dat de installatie uiterlijk 20 december 2018 in bedrijf wordt gesteld;

7° nieuwe stookinstallatie: een andere stookinstallatie dan een bestaande stookinstallatie;

8° motor: een gasmotor, dieselmotor of dual-fuelmotor;

9° gasmotor: een verbrandingsmotor die werkt volgens de Otto-cyclus en die gebruik maakt van vonkontsteking om brandstof te verbranden;

10° dieselmotor: een verbrandingsmotor die werkt volgens de dieselcyclus en die gebruik maakt van compressieontsteking om brandstof te verbranden;

11° dual-fuelmotor: en verbrandingsmotor die gebruik maakt van compressieontsteking en die werkt volgens de dieselcyclus tijdens het verbranden van vloeibare brandstoffen en volgens de Otto-cyclus tijdens het verbranden van gasvormige brandstoffen;

12° gasturbine: elke roterende machine die thermische energie in arbeid omzet en die in hoofdzaak bestaat uit een compressor, een thermisch toestel waarin brandstof wordt geoxideerd om het werkmedium te verhitten en een turbine; deze definitie omvat zowel een open- of gecombineerde-cyclus gasturbine als een gasturbine in warmtekrachtkoppelingmodus, met of zonder aanvullende verbranding;

13° klein geïsoleerd systeem: elk systeem met een verbruik van minder dan 3 000 GWh in 1996 en waarvan minder dan 5 % van het jaarverbruik via interconnectie met andere systemen wordt verkregen;

14° geïsoleerd microsysteem: elk systeem met een verbruik van minder dan 500 GWh in 1996, zonder interconnectie met andere systemen;

15° brandstof: elke vaste, vloeibare of gasvormige brandbare stof;

16° raffinaderijbrandstof: elke vaste, vloeibare of gasvormige brandbare stof, afkomstig uit de distillatie en de omzettingstappen bij de raffinage van ruwe olie, met inbegrip van raffinaderijgas, syngas, geraffineerde oliën en petroleumcokes;

17° decreet: een decreet in de zin van artikel 2, punt 1°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

18° biomassa: de volgende producten :

a) producten die bestaan uit plantaardig landbouw- of bosbouw materiaal dat gebruikt kan worden als brandstof om de energetische inhoud ervan te benutten;

b) de afvalstoffen:

(1) plantaardig afval uit land- en bosbouw;

(2) plantaardig afval van de levensmiddelenindustrie, indien de opgewekte warmte wordt teruggewonnen;

(3) vezelachtig plantaardig afval afkomstig van de productie van ruwe pulp en van de productie van papier uit pulp; indien het op de plaats van productie wordt meeverbrand en de opgewekte warmte wordt teruggewonnen;

(4) kurkafval;

(5) houtafval, met uitzondering van houtafval dat ten gevolge van een behandeling met houtbeschermingsmiddelen of door het aanbrengen van een beschermingslaag gehalogeneerde organische verbindingen dan wel zware metalen kan bevatten wat in het bijzonder het geval is voor houtafval afkomstig van bouw- en sloopafval;

19° gasolie: elke uit aardolie verkregen vloeibare brandstof:

a) die onder GN-codes 2710 19 25, 2710 19 29, 2710 19 47, 2710 19 48, 2710 20 17 of 2710 20 19 valt, of

b) waarvan minder dan 65 volumeprocent (met inbegrip van verliezen) bij 250 °C overdistilleert, en waarvan ten minste 85 volumeprocent (met inbegrip van verliezen) bij 350 °C overdistilleert, gemeten met de ASTM-methode D86;

20° aardgas: in de natuur voorkomend methaan met maximaal 20 % (v/v) inerte en andere bestanddelen;

21° zware stookolie: elke uit aardolie verkregen vloeibare brandstof:

a) die onder GN-codes 22710 19 51 tot en met 2710 19 68, 2710 20 31, 2710 20 35 of 2710 20 39 valt, of

b) met uitzondering van gasolie, die op grond van de distillatiegrenzen ervan behoort tot de categorie zware oliën welke zijn bestemd om als brandstof te worden gebruikt en die, verliezen inbegrepen, voor minder dan 65 volumeprocent overdistilleren bij 250 °C, gemeten met ASTM-methode D86, of

c) waarvan de distillatie niet volgens ASTM-methode D86 kan worden bepaald;

22° bedrijfsuren : de tijd, uitgedrukt in uren, gedurende de welke een stookinstallatie in werking is en emissies in de lucht uitstoot, met uitzondering van de voor het opstarten en stilleggen benodigde tijd;

23° Minister: de Minister die voor Leefmilieu bevoegd is.

Art. 3. § 1. Dit besluit is van toepassing op stookinstallaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van 1 MW of meer en van minder dan 50 MW, ongeacht het toegepaste type brandstof, bedoeld in de rubrieken 40.50.01.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, hierna "middelgrote stookinstallaties" genoemd.

Het samenstel van twee of meer nieuwe middelgrote stookinstallaties wordt voor de toepassing van dit besluit als één middelgrote stookinstallatie beschouwd en hun nominaal thermisch ingangsvermogen wordt samengeteld voor de berekening van het totale nominaal thermisch ingangsvermogen van de installatie, indien:

1° de afgassen van die middelgrote stookinstallaties via een gemeenschappelijke schoorsteen worden uitgestoten, of

2° de afgassen van die middelgrote stookinstallaties — met inachtneming van technische en economische factoren — volgens het oordeel van de bevoegde autoriteit via een gemeenschappelijke schoorsteen kunnen worden uitgestoten.

Dit besluit is ook van toepassing op het in het tweede lid bedoelde samenstel, met inbegrip van een samenstel met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van 50 MW of meer, tenzij dit samenstel een stookinstallatie vormt die valt onder het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor grote stookinstallaties.

§ 2. Dit besluit is niet van toepassing op:

1° stookinstallaties die vallen onder het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor grote stookinstallaties of van het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties;

2° stookinstallaties die vallen onder het koninklijk besluit van 5 december 2004 houdende vaststelling van productnormen voor inwendige verbrandingsmotoren in niet voor de weg bestemde mobiele machines;

3° stookinstallaties op landbouwbedrijven met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van 5 MW of minder, die als brandstof uitsluitend onverwerkte mest van gevogelte gebruiken, zoals bedoeld in artikel 9, onder a), van Verordening (EG) nr. 1069/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten en afgeleide producten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1774/2002 (verordening dierlijke bijproducten);

- 4° stookinstallaties waar de gasvormige producten van het stookproces worden gebruikt voor het direct verwarmen, drogen of anderzijds behandelen van voorwerpen of materialen;
- 5° stookinstallaties waarin de gasvormige producten van het stookproces worden gebruikt voor het direct verwarmen met gas van binnenruimten ter verbetering van de omstandigheden op de arbeidsplaats;
- 6° naverbrandingsinstallaties voor de zuivering door verbranding van afgassen die vrijkomen bij industriële processen en die niet als autonome stookinstallatie worden geëxploiteerd;
- 7° technische voorzieningen die bij de voortstuwing van een voertuig, schip of vliegtuig worden gebruikt;
- 8° gasturbines en gasmotoren of dieselmotoren die op offshore-platforms worden gebruikt;
- 9° installaties voor het regenereren van katalysatoren voor het katalytisch kraakproces;
- 10° installaties om zwavelwaterstof om te zetten in zwavel;
- 11° in de chemische industrie gebruikte reactoren;
- 12° cokesbatterijovens;
- 13° windverhitters van hoogovens;
- 14° crematoria;
- 15° stookinstallaties die raffinaderijbrandstof stoken, alleen of in combinatie met andere brandstoffen voor de productie van energie in minerale olie-en gasraffinaderijen;
- 16° terugwinningsinstallaties in installaties voor de productie van pulp.

Dit besluit is niet van toepassing op onderzoeksactiviteiten, ontwikkelingsactiviteiten of testactiviteiten in verband met middelgrote stookinstallaties.

HOOFDSTUK II. — *Emissiegrenswaarden*

Art. 4. § 1. De middelgrote stookinstallaties leven de emissiegrenswaarden na die bepaald zijn in bijlage 1, onverminderd, in voorkomend geval, de artikelen 19, § 5, eerste lid, 1°, en 46, § 5, eerste lid, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

De emissiegrenswaarden bepaald in bijlage 1, deel 1, tabellen 2.1, 2.2. en 3.2 zijn van toepassing bij gebrek aan strengere emissiegrenswaarden bepaald in de vergunning.

§ 2. De bevoegde overheid kan nochtans een afwijking toestaan van de verplichting tot het naleven van de emissiegrenswaarden die zijn vastgesteld in paragraaf 1:

1° voor SO₂ bij middelgrote stookinstallaties waar voor dit doel normaliter laagzwavelige brandstof wordt verstoekt, indien de exploitant wegens een onderbreking van de voorziening met laagzwavelige brandstof ten gevolge van een ernstig tekort aan dergelijke brandstoffen niet in staat is die emissiegrenswaarden in acht te nemen;

2° in het geval van een middelgrote stookinstallatie die uitsluitend gasvormige brandstof gebruikt maar die als gevolg van een plotselinge onderbreking in de gasvoorziening bij uitzondering een andere brandstof moet gebruiken en om die reden met aanvullende emissiebeperkende apparatuur zou moeten worden uitgerust.

De in het eerste lid, 1°, bedoelde afwijking wordt voor maximum zes maanden toegekend.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde afwijking wordt voor ten hoogste tien dagen toegekend, tenzij de exploitant de bevoegde autoriteit aantoonst dat een langere periode gerechtvaardigd is.

Art. 5. Indien in een middelgrote stookinstallatie gelijktijdig twee of meer brandstoffen worden gebruikt, wordt de emissiegrenswaarde voor elke verontreinigende stof als volgt berekend:

1° bepaal voor elke individuele brandstof de emissiegrenswaarde, zoals bepaald in bijlage 1;

2° bepaal per brandstof de gewogen emissiegrenswaarde per brandstof die wordt verkregen door de onder 1° bedoelde emissiegrenswaarden te vermenigvuldigen met de hoeveelheid door elke brandstof geleverde warmte, en deel het resultaat van deze vermenigvuldiging te delen door de warmte geleverd door alle brandstoffen tezamen, en;

3° tel de per brandstof gewogen emissiegrenswaarden bij elkaar op.

HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen van de exploitant*

Art. 6. De exploitant zorgt voor de monitoring van een middelgrote stookinstallatie, overeenkomstig bijlage 2, deel 1.

Voor middelgrote stookinstallaties waarin meerdere brandstoffen worden gebruikt, moet de monitoring van emissies plaatsvinden tijdens het stoken van de brandstof of het brandstofmengsel dat waarschijnlijk het hoogste emissieniveau zal opleveren en gedurende een periode onder normale bedrijfsomstandigheden.

Art. 7. De exploitant houdt de resultaten van de in artikel 6 bedoelde monitoring op zodanige wijze bij dat kan worden gecontroleerd of de emissiegrenswaarden worden nageleefd, overeenkomstig bijlage 2, deel 2.

Voor middelgrote stookinstallaties die aanvullende emissiebeperkende apparatuur gebruiken om aan de emissiegrenswaarden te voldoen, houdt de exploitant informatie bij ten bewijze van de doeltreffende voortdurende exploitatie van die apparatuur.

Art. 8. De exploitant bewaart het volgende:

1° de monitoringresultaten en –informatie als bedoeld in artikel 7;

2° in voorkomend geval een verslag over het aantal bedrijfsuren als bedoeld in bijlage 1, deel 1, tabel 4 en deel 2, tabel 3;

3° een overzicht van de soort en de hoeveelheid in de installatie gebruikte brandstoffen en van eventuele storingen of uitvallen van aanvullende emissiebeperkende apparatuur;

4° een overzicht van de gevallen van niet-naleving van de emissiegrenswaarden en de getroffen maatregelen om ervoor te zorgen dat die grenswaarden zo spoedig mogelijk weer worden nageleefd.

De exploitant stelt de gegevens en de informatie die vermeld worden in het eerste lid zonder onnodige vertraging op verzoek ter beschikking aan de bevoegde autoriteit of aan de toezichhoudende ambtenaar.

Art. 9. De exploitant houdt de perioden voor het opstarten en stilleggen van de middelgrote stookinstallaties zo kort mogelijk.

Art. 10. De exploitant van een bestaande middelgrote stookinstallatie deelt de in bijlage 3 bedoelde informatie mede volgens de door de Minister bepaalde termijnen en modaliteiten.

Het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat) maakt de in bijlage 3 bedoelde informatie alsook de bijwerking ervan voor elke middelgrote stookinstallatie op zijn internetsite bekend.

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingsbepalingen

Art. 11. In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° de rubrieken 40.10.01.03, 40.30.01, 40.30.03, 40.30.04 en 40.30.05 worden opgeheven;

2° rubriek 40, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016, wordt aangevuld met aangevuld met de rubrieken 40.5 en 40.6, luidend als volgt :

«

Nummer - Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen instellingen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<p>40.5. Stookinstallatie die valt binnen het toepassingsgebied van het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor grote stookinstallaties of van het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2018 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor middelgrote stookinstallaties en tot wijziging van diverse milieubepalingen; en ingedeeld volgens het nominaal thermisch ingangsvermogen, door toepassing van de samenstellingsregels bedoeld in artikel 4 van bovenvermeld besluit van 21 februari 2013.</p> <p>Het nominaal thermisch ingangsvermogen (Pn) is de maximale hoeveelheid thermische energie per tijdseenheid, uitgedrukt op basis van de onderste verbrandingswaarde, aangegeven en gegarandeerd door de fabrikant en die door de brandstof kan worden geleverd en door de verbrandingsapparatuur in continu gebruik kan worden verbruikt. Het wordt berekend op basis van de volgende vergelijking $P_n = q_v \times H_i$, waarbij q_v = volumetrisch debiet van de brandstof en waarbij H_i = onderste verbrandingswaarde van de brandstof.</p> <p>Stookinstallatie met een nominaal thermisch ingangsvermogen van:</p>						
40.50.01.01. 1 thermische MW of meer en van minder dan 50 thermische MW	2		AwAC, DEBD			
40.50.01.02. 50 thermische MW of meer en van minder dan 200 thermische MW	2		AWAC, DEBD			
40.50.02. van 200 thermische MW of meer	1	X	AWAC			
<p>40.6. Stookinstallatie die niet bedoeld is in een andere rubriek en met een nominaal thermisch ingangsvermogen van:</p> <p>40.60.01. 0,1 thermische MW of meer en van minder dan 1 thermische MW</p>	3		AWAC			
40.60.02. 1 thermische MW of meer en van minder dan 200 thermische MW	2		AWAC, DEBD			
40.60.03. 200 thermische MW of meer	1	X	AWAC, DEBD			

”.

Art. 12. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt lid 21, ingevoegd bij het besluit van 16 januari 2014, vervangen door wat volgt:

“Indien de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een inrichting met één of meerdere stookinstallaties, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXVIII bij dit besluit.”

Art. 13. In artikel 19, § 7, van hetzelfde besluit worden de woorden “in rubriek 40.10.01.03 of 40.30.01” vervangen door de woorden “in rubriek 40.50.01.02 of 40.50.02”.

Art. 14. In artikel 30 van hetzelfde besluit wordt lid 21, ingevoegd bij het besluit van 16 januari 2014, vervangen als volgt:

“Indien de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een inrichting met één of meerdere stookinstallaties, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXVIII bij dit besluit.”

Art. 15. In artikel 46, § 7, van hetzelfde besluit worden de woorden “in rubriek 40.10.01.03 of 40.30.01” vervangen door de woorden “in rubriek 40.50.01.02 of 40.50.02”.

Art. 16. In artikel 120*quinquies*, 2°, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van 16 januari 2014, wordt het woord “grote” ingevoegd tussen de woorden “voorwaarden voor” en het woord “stookinstallaties”.

Art. 17. In hetzelfde besluit wordt bijlage XXVIII, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2014, vervangen door bijlage 4 die bij dit besluit gaat.

Art. 18. In het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor stookinstallaties wordt het woord “grote” ingevoegd tussen de woorden “voorwaarden voor” en het woord “stookinstallaties”.

Art. 19. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden “in de rubrieken 40.10.01.03 of 40.30.011” vervangen door de woorden “in de rubrieken 40.50.01.02 of 40.50.02”.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 20. Artikel 4 is van toepassing op:

1° de nieuwe middelgrote stookinstallaties vanaf 20 december 2018;

2° de bestaande middelgrote stookinstallaties volgens de gevallen en termijnen bedoeld in bijlage 1.

In afwijking van het eerste lid, 2°, leven de bestaande middelgrote stookinstallaties die deel uitmaken van kleine geïsoleerde systemen of geïsoleerde microsystemen de emissiegrenswaarden bedoeld in bijlage 1, deel 1, tabellen 2.1, 2.2 en 3.2, vanaf 1 januari 2030 na.

Art. 21. Tot 1 januari 2030 mogen de bestaande middelgrote stookinstallaties met een nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 5 MW vrijgesteld worden van naleving van de emissiegrenswaarden die zijn vastgesteld in bijlage 1, op voorwaarde dat ten minste 50 % van de nuttige warmteproductie van de installatie, berekend als een voortschrijdend gemiddelde over een periode van vijf jaar, wordt verstrekt in de vorm van stoom of heet water aan een openbaar net voor stadsverwarming. De emissiegrenswaarden die worden vastgesteld in de vergunning bedragen ten hoogste 1 100 mg/Nm³ voor SO₂ en ten hoogste 150 mg/Nm³ voor stof.

Tot 1 januari 2030 mogen de bestaande middelgrote stookinstallaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 5 MW die gebruikt worden om gascompressiestations aan te drijven om de veiligheid en de zekerheid van nationale gastransmissiesystemen te waarborgen, vrijgesteld worden van naleving van de emissiegrenswaarden voor NO_x die zijn bepaald in tabel 3.2. van deel 1 van bijlage 1.

Art. 22. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 augustus 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

Bijlage 1. Emissiegrenswaarden bedoeld in hoofdstuk 2

Alle in deze bijlage opgenomen emissiegrenswaarden zijn vastgesteld bij een temperatuur van 273,15 K, een druk van 101,3 kPa en na correctie voor het waterdampgehalte van de afgassen en bij een gestandaardiseerd O₂-gehalte van 6 % voor middelgrote stookinstallaties op vaste brandstoffen, 3 % voor middelgrote stookinstallaties, andere dan motoren en gasturbines, op vloeibare en gasvormige brandstoffen, en 15 % voor motoren en gasturbines.

In het geval van stookinstallaties die niet meer dan 100 uren per jaar in bedrijf zijn, berekend als een voortschrijdend gemiddelde over een periode van vijf jaar voor de bestaande installaties en als een voortschrijdend gemiddelde over een periode van drie jaar voor de nieuwe installaties, worden de in deze bijlage bepaalde grenswaarden vermenigvuldigd met een factor twee.

DEEL 1. - Emissiegrenswaarden voor bestaande middelgrote stookinstallaties

Tabel 1. Emissiegrenswaarden (mg/Nm³) voor bestaande middelgrote stookinstallaties, andere dan motoren en gasturbines, die een brandstof bedoeld in deze tabel gebruiken en die van toepassing zijn tot 31 december 2019 wanneer hun nominaal thermisch ingangsvermogen lager dan of gelijk is aan 5 MW en die van toepassing zijn tot 31 december 2024 wanneer hun nominaal thermisch ingangsvermogen hoger is dan 5 MW, bij gebrek aan strengere emissiegrenswaarden bepaald in de bedrijfsvergunning.

Verontreinigende stof	NOMINAAL THERMISCH INGANGSVERMOGEN (MW)	Installaties waarvoor de exploitant kan aantonen dat de brander of het verwarmingstoestel vóór 1 januari 2005 is vervaardigd					Overige installaties				
		BRANDSTOF					BRANDSTOF				
		Houtachtige vaste biomassa	Gasolie	Zware stookolie	Aardgas	Biogas	Houtachtige vaste biomassa	Dieselolie	Zware stookolie	Aardgas	Biogas
SO ₂	1 tot < 5	-	-	1020	-	200	-	-	1020	-	200
	5 tot < 50	-	-	1020	-	170	-	-	1020	-	170
NO _x	1 tot < 5	650	350	575	200	250	650	250	250	150	250
	5 tot < 10	650	350	575	200	250	375	250	250	150	250
	10 tot < 20	650	350	575	200	250	375	250	250	100	250
	20 tot < 50	650	350	500	200	250	300	150	150	100	250
Stof	1 tot < 5	75	-	-	-	-	75	-	-	-	-
	5 tot < 50	75	-	-	-	-	30	-	-	-	-
CO	1 tot < 20	375	145	200	100	150	375	145	175	100	150
	20 tot < 50	375	145	200	100	150	300	145	175	100	150

Tabel 2.1. Emissiegrenswaarden (mg/Nm^3) voor bestaande middelgrote stookinstallaties, andere dan motoren en gasturbines, met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 5 MW of minder en die van toepassing zijn vanaf 1 januari 2030.

Verontreinigende stof	Vaste biomassa	Overige vaste brandstoffen	Gasolie	Andere vloeibare brandstoffen dan gasolie	Aardgas	Andere gasvormige brandstoffen dan aardgas
SO ₂	200(1)(2)	1 100	-	350	-	200(3)
NO _x	650	650	200	250(4)	150(5)	250
Stof	50	50	-	50	-	-
CO	375	250	145	175	100	150

(1) De waarde is niet van toepassing in het geval van installaties die uitsluitend met houtachtige vaste biomassa stoken.

(2) 300 mg/Nm^3 in het geval van installaties die met stro stoken.

(3) 400 mg/Nm^3 in het geval van gasen met lage calorische waarde uit cokesovens in de ijzer- en staalindustrie.

(4) 575 mg/Nm^3 in het geval van installaties waarvoor de exploitant kan aantonen dat de brander of het verwarmingstoestel vóór 1 januari 2005 is vervaardigd.

(4) 200 mg/Nm^3 in het geval van installaties waarvoor de exploitant kan aantonen dat de brander of het verwarmingstoestel vóór 1 januari 2005 is vervaardigd.

Tabel 2.2. Emissiegrenswaarden (mg/Nm^3) voor bestaande middelgrote stookinstallaties, andere dan motoren en gasturbines, met een nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 5 MW en die van toepassing zijn vanaf 1 januari 2025.

Verontreinigende stof	Vaste biomassa	Overige vaste brandstoffen	Gasolie	Andere vloeibare brandstoffen dan gasolie	Aardgas	Andere gasvormige brandstoffen dan aardgas
SO ₂	200 (1) (2)	400 (3)	-	350 (4)	-	35 (5) (6)
NO _x	650 (8)(9)	650	150(12)(13)	150(14)(15)	100(11)(12)	250
Stof	30 (7)	30 (10)	-	30	-	-
CO	375(9)	250	145	175	100	150

(1) De waarde is niet van toepassing in het geval van installaties die uitsluitend met houtachtige vaste biomassa stoken.

(2) 300 mg/Nm^3 in het geval van installaties die met stro stoken.

(3) 1 100 mg/Nm^3 in het geval van installaties met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 20 MW of minder.

(4) Tot 1 januari 2030, 850 mg/Nm^3 in het geval van installaties met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 20 MW of minder, die met zware stookolie stoken.

(5) 400 mg/Nm^3 in het geval van gasen met lage calorische waarde uit cokesovens en 200 mg/Nm^3 in het geval van gasen met lage calorische waarde uit hoogovens in de ijzer- en staalindustrie.

(6) 170 mg/Nm^3 in het geval van biogas.

- (7) 50 mg/Nm³ in het geval van installaties met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 20 MW of minder en waarvoor de exploitant kan aantonen dat de brander of het verwarmingstoestel vóór 1 januari 2005 is vervaardigd.
- (8) 375 mg/Nm³ in het geval van installaties met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 20 MW of minder en waarvoor de exploitant niet kan aantonen dat de brander of het verwarmingstoestel vóór 1 januari 2005 is vervaardigd, en die uitsluitend houtachtige vaste biomassa gebruiken.
- (9) 300 mg/Nm³ in het geval van installaties met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 20 MW of meer en waarvoor de exploitant niet kan aantonen dat de brander of het verwarmingstoestel vóór 1 januari 2005 is vervaardigd, en die uitsluitend houtachtige vaste biomassa gebruiken.
- (10) 50 mg/Nm³ in het geval van installaties met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 20 MW of minder.
- (11) 150 mg/Nm³ in het geval van installaties met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 10 MW of minder.
- (12) 200 mg/Nm³ in het geval van installaties waarvoor de exploitant kan aantonen dat de brander of het verwarmingstoestel vóór 1 januari 2005 is vervaardigd.
- (11) 200 mg/Nm³ in het geval van installaties met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 20 MW of minder.
- (14) 250 mg/Nm³ in het geval van installaties met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 20 MW of minder.
- (15) 575 mg/Nm³ in het geval van installaties waarvoor de exploitant kan aantonen dat de brander of het verwarmingstoestel vóór 1 januari 2005 is vervaardigd.

Tabel 3.1.1. Emissiegrenswaarden (mg/Nm³) voor bestaande motoren die een brandstof bedoeld in deze tabel gebruiken, die niet bedoeld zijn in tabel 4, die van toepassing zijn tot 31 december 2029 wanneer hun nominaal thermisch ingangsvermogen lager dan of gelijk is aan 5 MW en die van toepassing is tot 31 december 2024 wanneer hun nominaal thermisch ingangsvermogen hoger is dan 5 MW, bij gebrek aan strengere emissiegrenswaarden bepaald in de bedrijfsvergunning.

RONTREINIGEND TOF	MINAAL THERMISCH INGANGSVERMOGEN (MW)	Installatie waarvoor de exploitant kan aantonen dat ze vóór 1 januari 2003 is vervaardigd			Overige installaties		
		ANDSTOF			ANDSTOF		
		solie	dgas	gas	solie	dgas	gas
	tot < 50						
	tot < 3 tot < 50	(1) (1)			(1) (1)	(2) (2)	
Stof	1 tot < 50	37,5	-	-	20	-	-
CO	1 tot < 3 3 tot < 50	750 250	250 250	500 500	120 120	120 120	500 500

- (1) 1 850 mg/Nm³ in de volgende gevallen:
- a) voor dieselmotoren waarvan de bouw vóór 18 mei 2006 aanving;
- b) voor dual-fuelmotoren in de vloeibare-brandstofmodus.
- (2) 380 mg/Nm³ voor dual-fuelmotoren in de gasmodus.

Tabel 3.1.2. Emissiegrenswaarden (mg/Nm^3) voor bestaande gasturbines die een brandstof bedoeld in deze tabel gebruiken en die van toepassing zijn tot 31 december 2029 wanneer hun nominaal thermisch ingangsvermogen lager dan of gelijk is aan 5 MW en die van toepassing tot 31 december 2024 wanneer hun nominaal thermisch ingangsvermogen hoger is dan 5 MW, bij gebrek aan strengere emissiegrenswaarden bepaald in de bedrijfsvergunning.

VERONTREINIGENDE STOF	BRANDSTOF		
	Gasolie	Aardgas	Biogas
SO ₂	-	-	60
NO _x	200	150	200
Stof	30	-	-
CO	100	100	100

Tabel 3.2. Emissiegrenswaarden (mg/Nm^3) voor de bestaande motoren die niet bedoeld zijn in tabel 4 en voor de bestaande gasturbines die van toepassing zijn vanaf 1 januari 2025 wanneer hun nominaal thermisch ingangsvermogen hoger is dan 5 MW en die van toepassing zijn vanaf 1 januari 2030 wanneer hun nominaal thermisch ingangsvermogen gelijk is aan of lager is dan 5 MW.

Verontreinigende stof	Soort middelgrote stookinstallatie	Gasolie	Andere vloeibare brandstoffen dan gasolie	Aardgas	Andere gasvormige brandstoffen dan aardgas
SO ₂	Motoren en gasturbines	-	120	-	15 (1) (2)
NO _x	motoren	190 (3) (4)	190 (3) (5)	190 (6)	190 (6)
	Gasturbine (7)	200	200	150	200
Stof	motoren	20(9)	10 (8)	-	-
	Gasturbine (7)	30	10(8)	-	-
CO	Motoren	120(10)(11)		120(12)	-(13)
	Gasturbine (7)	100		100	100

(1) 60 mg/Nm^3 in het geval van biogas.

(2) 130 mg/Nm^3 in het geval van gassen met lage calorische waarde uit cokesovens en 65 mg/Nm^3 in het geval van gassen met lage calorische waarde uit hoogovens in de ijzer- en staalindustrie.

(3) 1 850 mg/Nm^3 in de volgende gevallen:

a) voor dieselmotoren waarvan de bouw vóór 18 mei 2006 aanving;

b) voor dual-fuelmotoren in de vloeibare-brandstofmodus.

(4) 250 mg/Nm^3 in het geval van motoren met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 3 MW of minder en in het geval van motoren met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 3MW of meer of van 5 MW of minder waarvoor de exploitant kan aantonen dat ze vóór 1 januari 2013 zijn vervaardigd.

(5) 250 mg/Nm^3 in het geval van motoren met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 5 MW of minder; 225 mg/Nm^3 en in het geval van motoren met een nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 5MW en van 20 MW of minder.

(6) 380 mg/Nm^3 voor dual-fuelmotoren in de gasmodus.

(7) De emissiegrenswaarden zijn alleen van toepassing bij een belasting van meer dan 70 %.

- (8) 20 mg/Nm³ in het geval van installaties met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 20 MW of minder.
- (9) 37,5 mg/Nm³ in het geval van motoren waarvoor de exploitant kan aantonen dat ze vóór 1 januari 2013 zijn vervaardigd.
- (10) 250 mg/Nm³ in het geval van motoren met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 3MW of meer waarvoor de exploitant kan aantonen dat ze vóór 1 januari 2013 zijn vervaardigd.
- (11) 750 mg/Nm³ in het geval van motoren met een nominaal thermisch ingangsvermogen van minder dan 3MW waarvoor de exploitant kan aantonen dat ze vóór 1 januari 2013 zijn vervaardigd.
- (12) 250 mg/Nm³ in het geval van motoren waarvoor de exploitant kan aantonen dat ze vóór 1 januari 2013 zijn vervaardigd.
- (13) 500 mg/Nm³ voor biogasmotoren.

Tabel 4. Emissiegrenswaarden (in mg/Nm³) voor bestaande motoren die worden aangedreven door gasolie of aardgas en die niet meer dan 500 uren per jaar in bedrijf zijn, berekend als een voortschrijdend gemiddelde over een periode van vijf jaar⁽¹⁾.

Verontreinigende stof	Gasolie	Aardgas
NOx	750(2)	190(3)
Stof	20(4)	-
CO	250	250

- (1) Toepasselijke emissiegrenswaarden bij gebrek aan strengere emissiegrenswaarden bepaald in de bedrijfsvergunning.
- (2) 1500 mg/Nm³ in het geval van installaties met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 5 MW of minder.
- (3) 380 mg/Nm³ voor dual-fuelmotoren in de gasmodus en voor motoren met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 3 MW of minder.
- (4) Niet van toepassing op motoren waarvoor de exploitant kan aantonen dat ze vóór 1 januari 2013 zijn vervaardigd.

DEEL 2. Emissiegrenswaarden voor de nieuwe stookinstallaties

Tabel 1. Emissiegrenswaarden (en mg/Nm³) voor de nieuwe middelgrote stookinstallaties andere dan motoren en gasturbines

Verontreinigende stof	Vaste biomassa	Overige vaste brandstoffen	Gasolie	Andere vloeibare brandstoffen dan gasolie	Aardgas	Andere gasvormige brandstoffen dan aardgas
SO ₂	200 (1)	400(11)	-	200 (2)	-	35 (3) (4)
NOx	300 (5)(9)	300 (5)	200(8)	200 (6)(12)	80	200
Stof	50 (7)	20 (7)	-	10	-	-
CO	300(10)	175	100	175	80	100

- (1) De waarde is niet van toepassing in het geval van installaties die uitsluitend met houtachtige vaste biomassa stoken.

- (2) Tot 1 januari 2025, 1700 mg/Nm³ in het geval van installaties die deel uitmaken van SIS en MIS.
- (3) 400 mg/Nm³ in het geval van gasen met lage calorische waarde uit cokesovens en 200 mg/Nm³ in het geval van gasen met lage calorische waarde uit hoogovens in de ijzer- en staalindustrie.
- (4) 100 mg/Nm³ in het geval van biogas.
- (5) 450 mg/Nm³ in het geval van installaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van 5 MW of minder.
- (6) Tot 1 januari 2025, 450 mg/Nm³ wanneer wordt gestookt met zware stookolie die tussen 0,2 % en 0,3 % N bevat, en 360 mg/Nm³ wanneer wordt gestookt met zware stookolie die minder dan 0,2 % N bevat, in het geval van installaties die deel uitmaken van SIS en MIS.
- (7) 10 mg/Nm³ in het geval van installaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van 5 MW of meer.
- (8) 150 mg/Nm³ in het geval van installaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van 20 MW of meer.
- (9) 200 mg/Nm³ in het geval van installaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van 20 MW of meer.
- (10) 375 mg/Nm³ in het geval van installaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van 5 MW of minder.
- (11) 200 mg/Nm³ in het geval van installaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van 5 MW of meer.
- (12) 150 mg/Nm³ in het geval van installaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van 20 MW of meer.

Tabel 2. Emissiegrenswaarden (en mg/Nm³) voor de nieuwe motoren en gasturbines die niet bedoeld zijn in tabel 3.

Verontreinigende stof	Soort middelgrote stookinstallatie	Gasolie	Andere vloeibare brandstoffen dan gasolie	Aardgas	Andere gasvormige brandstoffen dan aardgas
SO ₂	Motoren en gasturbines	-	120 (1)	-	15 (2)
NO _x	Motoren (3)	190 (4)(11)	190 (4) (5)	95 (6)	190
	Gasturbines (7)	75	75 (8)	50	75
Stof	Motoren	20	10 (9) (10)	-	-
	Gasturbines (7)	10			
CO	Motoren	120	-	120	-(12)
	Gasturbines (7)	100	-	100	100

- (1) Tot 1 januari 2025, 590 mg/Nm³ voor de dieselmotoren die deel uitmaken van SIS en MIS.
- (2) 40 mg/Nm³ in het geval van biogas.
- (3) Tot 1 januari 2025, 550 mg/Nm³ voor installaties die deel uitmaken van SIS en MIS.
- voor de dual-fuelmotoren: 1850 mg/Nm³ in de vloeibare-brandstofmodus en 380 mg/Nm³ voor dual-fuelmotoren in de gasmodus;

- voor dieselmotoren met $> 1\,200$ omw./min: $1\,300$ mg/Nm³ voor een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van 20 MW of minder; $1\,850$ mg/Nm³ voor een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW;
 - voor dieselmotoren met $< 1\,200$ omw./min: 750 mg/Nm³.
- (4) 225 mg/Nm³ voor dual-fuelmotoren in de vloeibare-brandstofmodus met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 5 MW of minder.
 - (5) 225 mg/Nm³ voor dieselmotoren met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van 20 MW of minder met $\leq 1\,200$ omw./min.
 - (6) 190 mg/Nm³ voor dual-fuelmotoren in de gasmodus met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 5 MW of minder.
 - (7) Deze emissiegrenswaarden zijn alleen van toepassing bij een belasting van meer dan 70 %.
 - (8) Tot 1 januari 2025, 550 mg/Nm³ voor de installaties die deel uitmaken van SIS en MIS.
 - (9) Tot 1 januari 2025, 75 mg/Nm³ voor de dieselmotoren die deel uitmaken van SIS en MIS.
 - (10) 20 mg/Nm³ in het geval van installaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van 5 MW of minder.
 - (11) 95 mg/Nm³ voor motoren met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van 5 MW of meer.
 - (12) 500 mg/Nm³ voor biogasmotoren.

Tabel 3. Emissiegrenswaarden (in mg/Nm³) voor nieuwe motoren die worden aangedreven door gasolie of aardgas en die niet meer dan 500 uren per jaar in bedrijf zijn, berekend als een voortschrijdend gemiddelde over een periode van drie jaar.

Verontreinigende stof	Gasolie	Aardgas
NO _x	750(2)	95(3)
Stof	20	-
CO	250	250

- (1) Toepasselijke emissiegrenswaarden bij gebrek aan strengere emissiegrenswaarden bepaald in de bedrijfsvergunning.
- (2) 1500 mg/Nm³ in het geval van installaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van 3 MW of minder en in het geval van installaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 3 MW en van 5MW of minder die niet meer dan 500 bedrijfsuren per jaar in bedrijf zijn, berekend als een jaarlijks gemiddelde over een periode van 3 jaar.
- (3) 190 mg/Nm³ voor dual-fuelmotoren in de gasmodus.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2018 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor middelgrote stookinstallaties en tot wijziging van diverse milieubepalingen.

Namen, 30 augustus 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

Bijlage 2.- Emissie monitoring en beoordeling van de naleving

Deel 1. Monitoring van emissies door de exploitant

1. Periodieke metingen moeten ten minste elk jaar worden verricht voor alle installaties.
Voor de andere installaties dan motoren en gasturbines, die met aardgas werken en die een thermisch ingangsvermogen van 20 MW of minder hebben, worden de periodieke metingen nochtans om de twee jaar verricht.
2. Voor middelgrote stookinstallaties die niet meer dan 500 uren per jaar in bedrijf zijn, berekend als een voortschrijdend gemiddelde over een periode van vijf jaar voor de bestaande installaties en als een voortschrijdend gemiddelde over een periode van drie jaar voor de nieuwe installaties, worden de periodieke metingen, in afwijking van punt 1°, verricht ten minste telkens wanneer het volgende aantal bedrijfsuren is verstreken.
 - a) 1500 bedrijfsuren voor middelgrote stookinstallaties met een nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW of minder;
 - b) 500 bedrijfsuren voor middelgrote stookinstallaties met een nominaal thermisch ingangsvermogen van 20 MW of meer;Wanneer het aantal bedrijfsuren hoger is dan 100 uren per jaar worden de periodieke metingen minstens één maal om de vijf jaar verricht.
3. De metingen hebben betrekking op :
 - a) verontreinigende stoffen waarvoor een emissiegrenswaarde is vastgesteld voor de betreffende installatie;
 - b). CO voor alle installaties.
4. De eerste metingen worden verricht binnen vier maanden na de vergunningverlening, dan wel na de begindatum van de exploitatie, naargelang welke de laatste is.
In geval van wijziging van het zuiveringssysteem worden de metingen binnen vier maanden na die wijziging verricht.
5. Als alternatief voor de in punt 1, punt 2 en punt 3, onder a), bedoelde metingen, kunnen, wat betreft SO₂, andere, door de bevoegde autoriteit gecontroleerde en goedgekeurde methoden worden gebruikt om de in de emissies aanwezige hoeveelheid SO₂ vast te stellen
6. Als alternatief voor de in punt 1 bedoelde periodieke metingen mag de bevoegde overheid continue metingen voorschrijven.
In het geval van continue metingen worden de geautomatiseerde meetsystemen ten minste eenmaal per jaar gecontroleerd door parallelle metingen met de referentiemethoden, en stelt de exploitant de bevoegde autoriteit op de hoogte stellen van de resultaten van deze controles.
7. De in punt 1 bedoelde periodieke metingen worden op kosten van de exploitant uitgevoerd door een laboratorium erkend overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging.
8. Steekproeven en analyses van verontreinigende stoffen en metingen van procesparameters alsmede van alternatieven die worden gebruikt overeenkomstig punten 5 en 6, worden verricht volgens methoden op basis waarvan betrouwbare, representatieve en

vergelijkbare resultaten kunnen worden verkregen. Methoden die voldoen aan geharmoniseerde EN-normen, wordt geacht aan deze eis te voldoen. De detectiegrens, de gevoeligheid, de nauwkeurigheid en de betrouwbaarheid van de methode worden aangepast aan de emissiegrenswaarde. Het meetbereik ligt minstens tussen 0,1 en 2 maal de waarde, het niveau of het debiet vastgesteld in de vergunning. Tijdens elke meting werkt de installatie onder stabiele condities met een representatieve gelijke belasting. Opstart- en stilleggingsperioden worden in dit verband buiten beschouwing gelaten. De resultaten moeten zodanig worden uitgedrukt dat zij representatief zijn voor de emissies van de installatie onder normale werkomstandigheden.

9. De meetinstrumenten moeten voldoen aan de beginselen van de beste beschikbare technieken op het gebied van instrumentatie.

10. De bemonsteringsduur voor elke meting wordt bepaald door de meetmethode. Zo niet moet ze ten minste een half uur duren.

11. De exploitant brengt openingen in de afvoerbuizen aan om controlemetingen te kunnen doorvoeren. Deze openingen stemmen overeen met het " Compendium wallon des méthodes d'échantillonnage et d'analyse " (Waalse compendium van de monsternemings- en analysemethodes) dat door het referentielaboratorium wordt opgemaakt.

12. In het geval van een aanzienlijk overschot aan lucht, gerechtvaardigd door processpecificiteiten, bepalen de specifieke voorwaarden de methode die de exploitant moet toepassen om de gemeten concentraties van luchtverontreinigende stoffen te corrigeren met het oog op een vergelijking met de in deze beschikking vastgestelde grenswaarden.

DEEL 2. Beoordeling van de naleving

1. In het geval van periodieke metingen worden de in hoofdstuk 2 bedoelde emissiegrenswaarden geacht te zijn nageleefd indien de resultaten van elk van de meetcycli of van andere procedures die overeenkomstig de door de bevoegde autoriteit vastgelegde regels zijn bepaald en vastgesteld, de betreffende emissiegrenswaarde niet overschrijden.

Wanneer de in hoofdstuk 2 bedoelde emissiegrenzen niet nageleefd worden, stelt de exploitant de toezichthoudende ambtenaar zo spoedig mogelijk in kennis daarvan.

Indien deze overschrijding:

- a) kleiner is 10 % van de emissiegrenswaarde, kan de toezichthoudende ambtenaar voorzien in een nieuwe meting van deze parameter binnen drie maand;
- b)
- c) tussen 10 % en 100 % van de emissiegrenswaarde ligt, moet binnen drie maanden een nieuwe meting van deze parameter worden uitgevoerd;
- d) hoger is dan 100 % van de emissiegrenswaarde, moet een nieuwe meting van deze parameter binnen één maand worden uitgevoerd en indien die overschrijding voortduurt, stelt de exploitant een rapport op waarin hij melding maakt van de oorzaken van de overschrijdingen en van de maatregelen die genomen werden om aan de voorgeschreven normen te voldoen. Dat rapport wordt binnen dertig dagen na de tweede meting naar de

toezichthoudende ambtenaar en de technisch ambtenaar gestuurd.

2. In het geval van continumetingen wordt de overeenstemming met de emissiegrenswaarden bedoeld in hoofdstuk 2 beoordeeld overeenkomstig de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de grote stookinstallaties, deel 4, punt 1.

De gevalideerde gemiddelde waarden worden bepaald overeenkomstig de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de grote stookinstallaties, deel 3, punten 9 en 10.

Wanneer de in hoofdstuk 2 bedoelde emissiegrenzen niet nageleefd worden, stelt de exploitant de met het toezicht belaste ambtenaar zo spoedig mogelijk in kennis daarvan.

3. Voor de berekening van de gemiddelde emissiewaarden worden de waarden die zijn gemeten gedurende de in artikel 4, § 2, bedoelde perioden en gedurende het opstarten en stilleggen buiten beschouwing gelaten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2018 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor middelgrote stookinstallaties en tot wijziging van diverse milieubepalingen.

Namen, 30 augustus 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

Bijlage 3. Informatie die de exploitant van een bestaande stookinstallatie aan de bevoegde overheid moet verstrekken

1. Naam en maatschappelijke zetel van de exploitant
2. Adres van de plaats waar de stookinstallatie is gevestigd
3. Nominaal thermisch vermogen (MW) van de stookinstallatie
4. Type middelgrote stookinstallatie
5. Typen gebruikte brandstoffen
6. Aandeel gebruikte brandstoffen
7. Begindatum van de exploitatie van de middelgrote stookinstallatie
8. NACE-Code
9. Verwachte aantal jaarlijkse bedrijfsuren en gemiddelde belasting
10. In voorkomend geval, een door de exploitant ondertekende verklaring over het aantal bedrijfsuren

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2018 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor middelgrote stookinstallaties en tot wijziging van diverse milieubepalingen.

Namen, 30 augustus 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

Bijlage 4

"Bijlage XXVIII – Formulier betreffende de stookinstallaties

Deel 1. Voor elke stookinstallatie te verstrekken informatie

Gelieve volgende tabel in te vullen voor de verschillende stookinstallaties vermeld in tabel IV.37 van het eerste deel van het algemene formulier van de vergunningsaanvragen.

Een hulp bij het invullen van volgende tabel is beschikbaar op de website van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat (AwAC)".

Vergeet in de hulp bij het invullen niet het luik "Administratieve informatie" en indien één of meerdere brandstoffen worden vermeld onder de rubriek "Andere (nader te specificeren)", gelieve de gevraagde informatie te verstrekken.

Wanneer u de tabel heeft ingevuld, gelieve deze naar het AwAC volgens de beschreven procedure te sturen en gelieve dit ingevulde formulier bij uw vergunningaanvraag te voegen.

- (I) Identificatie zoals bepaald in tabel IV.4. van het eerste deel van het formulier
- (II) Code eigen aan het type installatie:

Code	Type installatie
1.	Ketel
2.	Motor
3.	Gasturbine
4.	Afvalverbrandingsoven
5.	Andere oven <u>met</u> direct contact stoffen-verbrandingsgas (*)
6.	Andere oven <u>zonder</u> direct contact stoffen-verbrandingsgas (**)
7.	Droger <u>met</u> direct contact stoffen-verbrandingsgas (*)
8.	Droger <u>zonder</u> direct contact stoffen-verbrandingsgas (**)
9.	Luchtverwarmer/aërotherme
10.	Naverbrandingsinstallatie/thermisch oxidatiemiddel
11.	Andere (nader te bepalen)

(*) Met direct contact tussen verbrandingsgas en verwarmde, gedroogde stoffen of elke andere behandeling van voorwerpen of stoffen

(**) Zonder direct contact tussen verbrandingsgas en verwarmde, gedroogde stoffen of elke andere behandeling van voorwerpen of stoffen..

- (III) Codes eigen aan de brandstoffen:

Staat	Aard	Verbonden code
1. Gasvormig	1. Aardgas 2. Vloeibaar petroleumgas 3. Biomethaan 4. Houtgas 5. Andere (nader te bepalen)	1.1. 1.2. 1.3. 1.4. 1.5.
2. Vloeibaar	1. Gasoliee 2. Zware stookolie 3. Andere (nader te bepalen)	2.1. 2.2. 2.3.
3. Vast	1. Houtpellets gecertificeerd A1, A2, B, I1, I2 of I3 volgens ISO 17225-2 of niet gecertificeerd. 2. Houtspaanders gecertificeerd A1, A2, B1 of B2 volgens ISO 17225-4 of ongecertificeerd 3. Andere (nader te bepalen)	3.1.xx ^(*) 3.2.yy ^(**) 3.3.

(*) xx :Geef aan welke klasse het is (A1, A2, B, I1, I2, I3 of "nc" voor "niet gecertificeerd")

(**) yy :Geef aan welke klasse het is (A1, A2, B1, B2 of "nc" voor "niet gecertificeerd").

- (IV) (IV) Indien het gaat om een stookinstallatie bestemd voor het gebruik van verschillende brandstoffen gelieve een schatting van het relatief aandeel gebruik van die brandstoffen (berekend op NCV).

- (V) Gelieve een raming van het jaarlijks aantal werkingsuren van de installatie te geven.

(VI) Gelieve een raming van de gemiddelde belasting te geven.

Het gaat om de fractie van de nominale belasting waarbij de apparatuur gemiddeld moet werken.

In geval van beroep op een grenswaarde gebonden aan een maximum aantal bedrijfsuren bedoeld in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2018 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor middelgrote stookinstallaties en tot wijziging van diverse milieubepalingen, gelieve een ondertekende verklaring van de exploitant te voegen, volgens welke de middelgrote stookinstallatie niet boven het bedoelde aantal uren zal worden geëxploiteerd.

Deel 2. Afwijkingsaanvraag voor een grote stookinstallatie die gebruik maakt van plaatselijk geproduceerde vaste brandstoffen

De exploitant die wenst in aanmerking te komen voor de vergunning bedoeld in artikel 7, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor grote stookinstallaties, moet bij zijn vergunningsaanvraag de volgende informatie voegen .

1° een technisch rapport met de technische rechtvaardiging van de onmogelijkheid te voldoen aan de emissiegrenswaarden bedoeld in artikel 6, paragrafen 2 en 3, van het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor grote stookinstallaties;

2° het zwavelgehalte van de plaatselijk geproduceerde vaste brandstof waarvan gebruik gemaakt wordt ;

3° het bereikte ontzwavelingspercentage, uitgedrukt in maandgemiddelde.".

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2018 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor middelgrote stookinstallaties en tot wijziging van diverse milieubepalingen.

Namen, 30 augustus 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO